

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

NOMURA FINANCIAL PRODUCTS EUROPE GmbH

Société à responsabilité limitée au capital de 50 000 000 euros
Siège social : Rathenauplatz 1, 60313 FRANCFORT-SUR-LE-MAIN (Allemagne)
Adresse de la succursale : 7 place d'Iéna 75116 PARIS (France)
844 727 289 R.C.S. PARIS

Comptes annuels au 31 mars 2025 approuvés par l'Assemblée Générale du 16 juillet 2025
États financiers annuels et rapport de gestion
1^{er} avril 2024 – 31 mars 2025

Rapport de gestion

Le Conseil d'administration de Nomura Financial Products Europe GmbH (« **NFPE** ») présente son rapport de gestion et ses états financiers annuels au titre de l'exercice clos le 31 mars 2025. L'Établissement est immatriculé en Allemagne au registre du commerce B du tribunal d'instance de Francfort-sur-le-Main sous le numéro HRB 110223 et son siège social est sis Rathenauplatz 1, 60313 Francfort-sur-le-Main, Allemagne.

Présentation de l'activité et des contrôles de l'établissement, description des principaux risques et informations sur les succursales**Activités principales, organisation et structure juridique**

L'Établissement a été fondé en 2017 en tant que banque de négoce de titres et est une filiale de Nomura Europe Holdings plc (« **NEHS** »), dont le siège social est situé à Londres, au Royaume-Uni.

Le 24 mai 2018, la BaFin [« **Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht** », à savoir l'Autorité fédérale allemande de surveillance financière] a délivré à l'Établissement une licence lui permettant d'exercer des activités bancaires et de fournir des services financiers conformément aux articles 32 (1) et (2) de la KWG [« **Kreditwesengesetz** » : Loi bancaire allemande]. L'Établissement a commencé ses activités de négoce le 6 mars 2019. Parmi les opérations bancaires agréées de l'Établissement figurent :

- Négocier et vendre de produits de taux et d'actions, y compris les instruments dérivés
- Services de banque d'investissement
- Services financiers aux entreprises et capital-investissement

La société mère ultime et société de contrôle de l'Établissement est Nomura Holdings Inc. (« **NHI** »), qui, conjointement avec NEHS et les autres filiales de NHI, forme le « **Groupe Nomura** ».

Le Groupe Nomura est un groupe proposant des services financiers basé au Japon et disposant de succursales dans des pays et régions du monde entier, notamment à Singapour, Hong Kong, aux États-Unis et au Royaume-Uni. L'activité du Groupe Nomura se compose des divisions Retail, Gestion d'actifs, Wholesale et, depuis le 1^{er} avril 2025, du département Trust et Banking, qui fournissent des services financiers à un large éventail de clients, notamment des investisseurs privés, des entreprises, des établissements financiers, des gouvernements et des agences gouvernementales.

L'Établissement est soumis à la surveillance de la BaFin. Cette dernière définit les exigences minimales de fonds propres pour l'Établissement à titre individuel.

Au cours de l'année de référence, NFPE a été gérée par au moins cinq membres du Conseil d'administration et contrôlée par un Conseil de surveillance composé d'au moins trois membres.

Gouvernance d'entreprise

En termes de structure organisationnelle, NFPE dispose d'un **Conseil d'administration** et d'un **Conseil de surveillance** volontaire. Avec l'assemblée des actionnaires, ces conseils d'administration sont les organes directeurs de NFPE.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration a pour mission principale de mener les activités de NFPE de manière durable, rentable et conforme à l'article 25a de la KWG et d'agir au mieux des intérêts de ses parties prenantes (y compris de ses actionnaires) et dans l'intérêt public. Le Conseil d'administration définit la répartition des pouvoirs et des responsabilités et gère les activités et les affaires de NFPE.

Le Conseil d'administration se compose du Président-Directeur général (le « **Porte-parole** » ou le « **PDG** »), du Directeur de la gestion des risques (« **CRO** »), du Directeur de la conformité (« **CCO** »), du Directeur financier et administratif (« **CFAO** ») et du Directeur du trading (« **CTO** »), qui se partagent la responsabilité de la gestion et du contrôle de NFPE.

Le Conseil d'administration est assisté de comités qui conseillent les membres du Conseil d'administration : le Comité de gestion des risques, le Comité actif et passif, le Comité ICAAP, le Comité d'externalisation, le Comité de direction des personnes morales et le Comité projet et changement. Les membres du Conseil d'administration de NFPE assistent également aux réunions du Comité des transactions de NEHS, ce qui a des répercussions sur les activités exercées par NFPE.

Les comités et leurs responsabilités sont décrits ci-dessous :

Le Comité de gestion des risques de NFPE est présidé par le CRO de NFPE et est principalement responsable du suivi de toutes les opérations importantes ainsi que de la gestion des risques et des méthodes concernées. Il lui incombe en outre de réviser la stratégie de risque et de suivre les questions réglementaires pertinentes pour la gestion des risques puis de les mettre en œuvre au sein de NFPE.

Le Comité actif et passif (ALCO) a été créé par le Conseil d'administration de NFPE afin d'assister le CFAO de la Société dans l'exercice de ses fonctions de gestion des ressources financières, de l'exposition à l'effet de levier et du bilan, des grands risques et de la liquidité. L'objectif du Comité consiste à parvenir à un accord entre le Front Office et le Service financier sur l'allocation optimale de ces ressources, en tenant compte de l'utilisation actuelle des ressources et de l'utilisation attendue en fonction du plan d'activité du Front Office et/ou de l'évolution attendue des conditions générales de marché.

Conformément à l'article 25a (1), Phrase 3, point n° 2 du KWG en conjonction avec l'Article 4.1, alinéa premier des MaRisk [« **Mindestanforderungen an das**

Risikomanagement » : exigences minimales en matière de gestion des risques], le Conseil d'administration de NFPE a mis en place un Comité du processus interne d'évaluation de l'adéquation du capital (ICAAP), présidé par le CFAO de NFPE, afin de s'assurer que les principaux risques auxquels est exposé l'Établissement sont couverts à tout moment par son potentiel de couverture des risques, compte tenu des concentrations de risques, et que l'adéquation du capital interne est donc assurée.

Le Comité d'externalisation est présidé par le responsable de l'externalisation et veille à ce que les services fournis par la société de prestation de services fassent l'objet d'un suivi efficace en établissant un cadre d'externalisation efficace. Cela inclut des évaluations régulières de la performance des organisations de services à la lumière d'indicateurs clés de performance (ICP) individuels.

Le Comité de direction des personnes morales de NFPE est présidé par le Directeur de la gestion des personnes morales chez NFPE et est chargé de veiller à ce que toutes les questions liées au Règlement de NFPE en matière de transactions, aux transactions transfrontalières ainsi qu'à la population des PA et des commerçants soient suivies et remontées, le cas échéant. Les personnes autorisées (« PA ») désignent les personnes exerçant des fonctions de front office, autorisées par NFPE à exercer des activités réglementées au nom et pour le compte de NFPE, et à donner à NFPE accès au financement en tant que trader en organisant l'exécution de transactions avec un client ou une contrepartie. Le Conseil d'administration de NFPE participe à ce comité.

Le Comité projet et changement est dirigé par le Bureau du CAO et facilite le suivi ciblé des propositions et initiatives de projets au sein de NFPE ou du Groupe Nomura dans lesquels NFPE détient une participation.

Des représentants de NFPE participent également aux réunions du comité à l'échelle du groupe. Les Comités des transactions sont des organes de contrôle mis en place par le CRO pour la région EMEA afin d'approuver les transactions complexes et inhabituelles et les transactions à haut risque au sein de NEHS. Le CRO de NFPE assiste aux réunions du comité si une transaction nécessitant une approbation s'avère pertinente pour NFPE. Le CRO de NFPE dispose d'un droit de veto à l'égard de ces transactions. La décision du CRO de NFPE s'appuie sur un processus local impliquant les fonctions de contrôle. Au cours de la période de référence, 49 réunions du Comité des transactions relatifs aux NFPE ont eu lieu.

Conseil de surveillance de NFPE

Il revient au Conseil de surveillance de superviser le Conseil d'administration et de veiller à ce que les activités soient menées dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables ainsi que des statuts de l'Établissement. En outre, le Conseil de surveillance est chargé d'engager le commissaire aux comptes au titre de l'exercice en cours et de mettre à la disposition des actionnaires les rapports y afférents. Afin de remplir ces missions, le Conseil de surveillance s'est doté d'un Comité des rémunérations et d'un comité mixte, le Comité d'audit et de gestion des risques.

Le Comité des rémunérations de NFPE répond aux exigences de l'IVVIV [« **Institutsvergütungsverordnung** » : Ordonnance allemande concernant les exigences prudentielles applicables aux systèmes de rémunération des établissements], de la WpIG [« **Wertpapierinstitutsgesetz** » : Loi allemande sur les institutions d'investissement] et de la KWG [loi bancaire allemande] et il lui incombe de surveiller la conception appropriée des systèmes de rémunération des membres du Conseil d'administration et des employés.

Sur le plan organisationnel, ce comité rend compte au Conseil de surveillance de NFPE, ses membres sont également membres du Conseil de surveillance. Le comité soutient le Conseil de surveillance dans toutes les questions liées à la rémunération au sein de NFPE. Par exemple, les systèmes et composantes de rémunération et les exigences réglementaires sous-jacentes sont examinés et discutés afin de déterminer s'ils sont appropriés et à jour. Cela inclut les processus d'ajustement des salaires et la planification et le décaissement des composantes variables de la rémunération. Afin d'examiner les rémunérations variables au regard des risques, le Comité des rémunérations peut également utiliser les informations fournies par les services Conformité, Audit interne et Contrôle des risques, en plus de celles fournies par le service Ressources humaines. Le service Financier est consulté afin de prendre en compte la situation financière et la performance.

Le Comité d'audit et de gestion des risques est un sous-comité du Conseil de surveillance de NFPE et a été établi conformément aux exigences des articles 25d (8) et (9) de la KWG. Ce comité a notamment pour missions d'assister le Conseil de surveillance dans le suivi de la mise en œuvre de la stratégie de gestion des risques et du dispositif de contrôle interne, ainsi que dans les processus comptables. Il assiste également le Conseil de surveillance dans la sélection du commissaire aux comptes, le suivi de la réalisation de l'audit et la rectification des conclusions de l'audit par le Conseil d'administration.

Le Conseil de surveillance se réunit au moins quatre fois par an afin de remplir efficacement ses missions. Des réunions supplémentaires du Conseil de surveillance sont organisées chaque fois que nécessaire.

Divisions et produits

L'activité de NFPE comprend les deux principales divisions Global Market et Banque d'investissement.

La division Global Market de NFPE vend et négocie des produits monétaires et dérivés en fonction des intérêts, des produits de taux et des devises, des produits titrisés et des actions. Elle réalise également de la recherche relative aux actions, principalement pour ses clients institutionnels européens. L'offre comprend des services dans l'activité des marchés primaire et secondaire.

La division Banque d'investissement de NFPE propose une gamme complète de produits, y compris des services de conseil stratégique, ainsi que des solutions de financement et de dérivés pour les entreprises, les investisseurs en capital-investissement, les établissements financiers et les institutions souveraines ou supranationales.

NFPE travaille sur les marchés de capitaux avec des clients institutionnels pour améliorer encore son expertise en matière de développement durable et ses activités commerciales liées aux critères ESG (Environnement, Social, Gouvernance).

Environnement des affaires

Malgré une légère baisse de l'inflation en zone euro (2,2 % en mars 2025 contre 2,4 % en mars 2024), l'environnement des affaires de l'exercice 2024/2025 a été caractérisé par l'incertitude sur les marchés, notamment en raison du conflit persistant au Moyen-Orient ainsi que des élections présidentielles américaines avec le changement d'administration qui s'est ensuivi aux États-Unis, et une légère hausse du produit intérieur brut seulement. Selon Eurostat, la croissance du produit intérieur brut dans la zone euro s'est établie à 1,1 % au cours de l'exercice, contre 0,4 % au cours de l'exercice précédent.

L'indice EuroStoxx50 est resté en grande partie stable entre 5060 et 5100 points d'avril à septembre 2024, avec une brève chute en août 2024 à 4570 points en raison de craintes accrues de récession. Après un pic survenu fin septembre et une correction de deux mois à 4730 points fin novembre, l'indice s'est nettement redressé en fin d'exercice à 5290 points le 31 mars 2025 (hausse d'environ 15 % par rapport au creux d'août 2024).

La volatilité des marchés a été dans un premier temps à un niveau faible à moyen au cours de l'exercice, avec une valeur VSTOXX autour de 14 début avril 2024. En août, elle a fortement augmenté, à 32, sous l'effet de prévisions économiques mitigées, avant de retomber à 14, oscillant entre 16 et 22 au troisième trimestre de

l'exercice. Au quatrième trimestre de l'exercice, la volatilité des marchés a évolué entre 17 et 24, avec une augmentation significative début mars 2025 en raison de l'imposition de droits de douane par le gouvernement américain. Dans l'ensemble, la volatilité des marchés a fluctué entre 12 et 32 au cours de l'exercice, avec un pic à 32 en août 2024.

Dans ce contexte, les volumes de négoce de NFPE sont restés stables à un niveau légèrement supérieur en glissement annuel jusqu'à la fin de l'année civile 2024. Comme l'année précédente, le troisième trimestre de cet exercice a été plus solide en termes de chiffre d'affaires. Au tournant de l'année 2024/2025, les volumes échangés ont diminué, mais se sont ensuite redressés et ont également largement dépassé le niveau du trimestre précédent.

Guerre en Ukraine

Depuis le début de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine en 2022, un nombre croissant de sanctions ont été imposées, visant des entreprises publiques russes ainsi que des entreprises et des individus liés à la Russie en particulier. Plus récemment, de nouvelles sanctions ont été appliquées au cours de l'exercice 2024/2025.

Dans le cadre de l'adoption des mesures de sanction en 2022, NFPE a mis en suspens ou complètement arrêté les activités commerciales avec des clients professionnels ayant un lien avec la Russie.

Comme NFPE ne tient pas de comptes réguliers ou de dépôt pour ses clients, elle n'a pas été en mesure de geler les actifs. Toutes les demandes de la Bundesbank concernant les sanctions ont reçu une réponse dans les délais.

Les conséquences d'éventuelles sanctions supplémentaires doivent être prises en compte lors du prochain exercice 2025/2026.

Durabilité

L'intérêt que vouent les investisseurs aux produits durables (obligations vertes, sociales et liées au développement durable) reste important. NFPE, en tant que membre du Groupe Nomura, est active dans ce secteur d'activité. Nomura, en tant que Groupe, a dispensé des conseils sur plus de 220 transactions pour un volume total d'émissions de plus de 75 milliards USD au cours de l'année civile 2024.

Nomura est signataire officiel des Principes pour une banque responsable des Nations Unies (UN PRB) et a publié des objectifs de réduction des émissions de carbone à moyen et long terme pour l'ensemble de l'Établissement en 2018. Par ailleurs, en septembre 2021, le Groupe Nomura a annoncé que ses propres opérations parviendraient à la neutralité carbone d'ici 2030, conformément à l'Accord de Paris sur le climat.

Indicateurs clés de performance

Le Conseil d'administration évalue l'évolution de l'activité de la Société en fonction de différents indicateurs de performance.

Ces indicateurs sont conformes aux objectifs du Groupe Nomura, les indicateurs à l'échelle du groupe étant constitués de composants qui peuvent être influencés par l'Établissement.

Rentabilité des capitaux propres (ROE) et rentabilité : Le Groupe définit le ROE comme le résultat net part du Groupe divisé par le total des fonds propres et vise une fourchette de 8-10 % à moyen terme.

Au cours du dernier exercice, NFPE a atteint un ROE de 1 % (exercice précédent : 2 %) à la lumière du résultat net attribuable aux actionnaires. À terme, le ROE de la Société devrait se situer entre 1 % et 2 %.

La réduction des objectifs de ROE reflète la mise en œuvre des mécanismes de prix de transfert révisés du Groupe au sein des divisions Global Market et Banque d'investissement, qui ont ajusté l'allocation des revenus conformément aux normes du secteur. Cet ajustement permet également de mieux aligner les indicateurs clés de performance sur les attentes des entreprises dans la région EMEA. Le niveau de ROE cible de NFPE est conforme au rôle au sein du Groupe et aux mécanismes de prix de transfert sous-jacents. La Société maintient une position de marché solide et entretient des relations clients solides, contribuant fortement aux opérations mondiales du Groupe et aux objectifs généraux de ROE.

L'Établissement n'exerçant qu'une influence limitée sur les capitaux propres consolidés et leur allocation, le Conseil d'administration se concentre sur la contribution aux bénéfices à cet indicateur sous la forme du résultat net de l'exercice. Du fait de sa corrélation directe avec les fonds propres, le résultat net de l'exercice tel qu'il figure dans les états financiers établis selon le code de commerce allemand est retenu comme fondement.

Ratio charges/produits (administratifs) : La Société exerce exclusivement des activités imputables à la division Wholesale. Pour cela, le ratio charges/produits (administratifs) a été défini comme un indicateur de performance au niveau du groupe. Conformément à son rôle au sein du Groupe, la Société peut influencer ces facteurs par le biais de ses charges et de ses commissions.

Actifs de trading et total des actifs : Il s'agit d'indicateurs issus directement du reporting comptable et réglementaire, qui doivent être suivis et gérés de près en raison du développement de l'entreprise en tant qu'entreprise relativement jeune et en pleine croissance. L'objectif est d'assurer le respect de toutes les exigences réglementaires et de permettre les activités commerciales conformément aux plans.

Adéquation des fonds propres : NFPE effectue un suivi exhaustif des indicateurs clés, notamment le ratio de fonds propres de Catégorie 1, le ratio de fonds propres total et le ratio de levier. Une approche stratégique de la croissance organique du capital a été mise en œuvre en conservant intégralement les bénéfices annuels, sans versement de dividendes. Ce réinvestissement des bénéfices vise à renforcer davantage la base de capital et à soutenir la croissance future de l'entreprise par la génération de capital interne.

L'évolution de ces indicateurs au cours de l'exercice est décrite ci-dessous.

Actif, passif, situation financière et performance financière

La Société maintient sa rentabilité dans l'environnement économique actuel décrit ci-dessus, tout en jouant son rôle de plateforme centrale en Europe continentale. La structure solide du bilan de la Société et ses mécanismes de transfert des risques au sein du Groupe ont permis d'atténuer les conséquences importantes de la volatilité des marchés, des fluctuations des taux d'intérêt et des fluctuations de change. Pour la première fois, les résultats financiers tiennent pleinement compte des chiffres des revenus et des coûts du bureau de représentation suisse, auquel Nomura Greentech Capital Advisors AG a été transférée l'année précédente.

Les ressources financières et les sources de liquidité de la Société n'ont pas sensiblement évolué. Les ressources financières et la situation de la Société en termes de liquidité restent stables et solides. La structure de financement principale est principalement soutenue par les fonds propres et les fonds propres de Catégorie 2, qui

comprennent un prêt d'actionnaire subordonné de 185 millions d'euros, et est également favorisée par des prêts intragroupe. La Société continue d'accroître ses fonds propres de Catégorie 1 en conservant les bénéfices de l'exercice précédent.

Les ratios financiers de l'Établissement étaient à tout moment dans les limites de fonds propres et de liquidité et ont été jugés appropriés.

Les principaux chiffres financiers de la Société ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

	<u>2024/2025</u> <u>En k€</u>	<u>2023/2024</u> <u>En k€</u>
Chiffre d'affaires	191 136	174 665
Résultat net des positions du portefeuille d'actifs à des fins de négociation	76 272	47 230
Produits nets d'intérêts	-33 386	-13 929
Produits de commissions	107 156	90 855
Autres produits d'exploitation	41 094	50 509
Frais généraux et administratifs	-171 437	-148 871
Ratio charges/produits (administratifs)	89 %	85 %
Résultat avant impôts	17 941	25 010
Résultat net de l'exercice	6 657	13 101
Total de l'actif	17 756 700	18 133 927
Actifs à des fins de négociation	16 044 047	15 756 605
Total du passif	17 050 608	17 434 491
Actions	706 092	699 435
Fonds propres (1)	891 623	867 526
Fonds propres de Catégorie 1 (1)	706 623	682 526
Ratio de fonds propres de Catégorie 1 (1)	21,9 %	22,5 %
Actifs pondérés en fonction des risques (RWA)	3 219 967	3 029 353
Ratio de fonds propres total	27,7 %	28,6 %
Ratio de levier	4,4 %	4,3 %
Liquidités	1 655 874	1 902 024
Sorties nettes de liquidité	602 351	1 159 961
LCR	275 %	164 %
Ratio NSFR	296 %	144 %

(1) Les valeurs de l'exercice précédent sont communiquées après approbation des états financiers

Compte de résultat :

La Société a enregistré un bénéfice avant impôts de 17,9 millions d'euros pour l'exercice (exercice précédent : 25,0 millions d'euros). Ce chiffre était conforme à l'objectif. Le résultat net de l'exercice est attribuable aux gains de trésorerie dus à l'environnement de taux d'intérêt positif tout au long de l'exercice, aux revenus des commissions et des opérations de négoce ainsi qu'aux autres produits d'exploitation, principalement issus des accords mondiaux en matière de prix de transfert et des systèmes de remboursement.

Dans l'ensemble, les bénéfices de la Société ont augmenté d'un exercice sur l'autre, principalement sous l'effet des bénéfices de la trésorerie. Les revenus liés aux prix de transfert proviennent des participations aux revenus des divisions Global Market, Crédits de vente, Négoce sur les Global Market, des revenus de la division Banque d'investissement et des remboursements au sein du Groupe Nomura. Les revenus liés aux prix de transfert ont diminué d'un exercice sur l'autre, principalement dans le segment de trading Débit de la division Global Market. L'évolution des charges nettes d'intérêts s'explique principalement par la hausse des marges sur dérivés et des garanties. Les revenus compensatoires du Bureau de gestion des ressources commerciales (BRM) dans le cadre de la gestion des ajustements de l'évaluation du financement (FVA) sont pris en compte dans le résultat net des opérations de négoce.

Les frais généraux et administratifs dépendent principalement des frais de personnel et de matériel engagés au siège et au sein des succursales. L'augmentation des charges au cours de l'exercice est principalement due aux coûts annuels du nouveau bureau de NFPE en Suisse, qui a été intégré au second semestre de l'exercice précédent, ainsi qu'à des coûts ponctuels.

Bilan :

Au 31 mars 2025, le total des actifs de la Société s'élevait à 17,8 milliards d'euros (exercice précédent : 18,1 milliards d'euros) et n'a donc pas connu d'évolution significative sur un an. La structure du bilan est principalement déterminée par les accords de rachat (prises et mises en pension) dans les portefeuilles de titres à des fins de négociation et les actifs de trésorerie, constitués de prises en pension et de participations sur marge. L'activité de négoce de produits dérivés contribue relativement peu au bilan en raison de l'étendue des règles de compensation du bilan conformément aux règles comptables du Code de commerce allemand. Au 31 mars 2025, les capitaux propres de la Société s'élevaient à 706,1 millions d'euros (exercice précédent : 699,4 millions d'euros) et se composaient du capital souscrit, des réserves de capital, des réserves sur bénéfices et du report à nouveau.

Ratios réglementaires :

Au 31 mars 2025, le total des capitaux propres de la Société s'élevait à 891,6 millions d'euros (exercice précédent : 867,5 millions d'euros) et les actifs pondérés en fonction des risques (RWA) étaient de 3 220,0 millions d'euros (exercice précédent : 3 029,3 millions d'euros), soit un ratio de fonds propres total de 27,7 % (exercice précédent : 28,6 %). Les actifs pondérés en fonction des risques de la Société sont principalement déterminés par le risque opérationnel et le risque de défaut des contreparties. L'augmentation d'un exercice sur l'autre des RWA est principalement due à une augmentation des activités de négoce liées à la clientèle ainsi qu'à des changements dus aux exigences du règlement sur les exigences de fonds propres (CRR) III en vigueur depuis janvier 2025.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société se composent principalement d'opérations de prise en pension avec des obligations d'État très liquides et, atteignant 1 656 millions d'euros, sont légèrement inférieurs au niveau de l'exercice précédent (exercice précédent : 1 902 millions d'euros). Dans le même temps, les sorties nettes du portefeuille de LCR a diminué à 602 millions d'euros (exercice précédent : 1 160 millions d'euros). Cette diminution des sorties nettes résulte de l'évolution de l'activité courante de négoce. Le ratio LCR s'élève à 275 % (exercice précédent : 164 %) et le NSFR (ratio structurel de liquidité) à 296 % (exercice

précédent: 144%), des niveaux bien supérieurs aux valeurs minimales réglementaires et internes.

Jusqu'à l'établissement des états financiers annuels, aucun événement postérieur à la date de clôture n'a eu d'incidence sur l'actif net, la situation financière ou les résultats de l'Établissement.

Perspectives et opportunités

Prévisions d'évolution des résultats, de la situation financière, des fonds propres et de l'actif net

Comme attendu, les résultats de la Société sont inférieurs à ceux de l'exercice précédent. À l'avenir, les changements apportés aux accords de prix de transfert de la division Global Market devraient occasionner une baisse de 12 % du chiffre d'affaires, ce qui devrait entraîner une baisse de 45 % du résultat avant impôt d'un exercice sur l'autre. Il est prévu que le ROE atteigne 1 % pour l'exercice 2025/2026, sous réserve de l'atteinte des objectifs budgétaires de l'entreprise dans les divisions Global Market et Banque d'investissement. Le ratio charges/produits (administratifs) devrait s'établir à 92 % sur l'exercice à venir, soit 3 % de plus que l'exercice précédent en raison de l'évolution des accords de prix de transfert. Les frais administratifs courants devraient rester stables.

Alors que les activités de dérivés et de négoce d'obligations devraient croître de 8 % à 9 %, cette augmentation ne sera pas directement prise en compte dans la croissance des actifs à des fins de négociation en raison des règles de compensation comptables applicables et du modèle de titres adossés. Le total des actifs devrait rester compris entre 15 et 20 milliards d'euros, ce qui est conforme au plan d'affaires. Les actifs à des fins de négociation continueront à représenter 90 % du total du bilan attendu et s'établiront entre 13,5 et 18 milliards d'euros.

L'évolution du ratio de fonds propres de Catégorie 1 est analysée dans le cadre du processus annuel de planification des fonds propres. À la lumière de l'évolution prévue des activités de négoce, il y a une augmentation modérée des actifs pondérés en fonction des risques. Les fonds propres de Catégorie 1 augmenteront également modérément en raison des bénéfices non distribués. En conséquence, une légère baisse du ratio de fonds propres de Catégorie 1 et du ratio de fonds propres totaux est attendue au cours du prochain exercice. Le ratio de levier devrait rester inchangé à 4,4 %.

Perspectives

Le positionnement stratégique des activités de trésorerie de la Société lui a permis de bénéficier de l'environnement de taux d'intérêt positif et ainsi d'atténuer efficacement les conséquences des conditions de marché difficiles sur les principaux segments d'activité. La Direction mettra en œuvre des mesures visant à accroître de manière proactive la performance des bénéfices de la Société à l'avenir, notamment une discipline stricte en matière de coûts et un examen des activités commerciales concernées, l'amélioration des systèmes de contrôle des risques, l'ajustement dynamique des limites de négoce et la diversification des flux de revenus entre les différentes classes d'actifs. Les incertitudes actuelles sur les marchés (conflits commerciaux, anticipations d'inflation et craintes de récession sur les marchés les plus importants pour NFPE) ainsi que les risques géopolitiques importants qui subsistent peuvent conduire à des comportements de plus en plus prudents de la part des acteurs du marché, entraînant des incidences négatives supplémentaires sur la rentabilité de l'entreprise. Néanmoins, la Société devrait rester rentable au cours du prochain exercice.

La Société a mis en place des limites d'appétence au risque appropriées pour assurer sa résilience en cas de tensions sur les marchés et se concentre sur le renforcement des relations avec les principaux clients par le biais de solutions sur mesure et de services de conseil. Les accords de rachat (prises en pension et mises en pension) restent un élément essentiel du bilan et présentent un caractère volatil et cyclique en termes de volume. Cela souligne l'objectif de la Société de poursuivre une approche équilibrée de la croissance tout en garantissant la conformité réglementaire et une utilisation efficace du capital.

Stratégie complète de gestion du capital, du risque et de la liquidité

L'utilisation des ressources financières de la Société fait l'objet d'un pilotage dynamique en lien avec les activités en développement et d'un suivi du respect de l'appétence au risque. Selon les projections actuelles de l'ICAAP, les actifs pondérés en fonction des risques (RWA) devraient augmenter de 10 % au cours de l'exercice.

En matière de gestion de la liquidité, la Société suit en permanence le ratio de liquidité à court terme (LCR) et d'autres indicateurs clés de liquidité. Le pool de liquidité devrait rester stable d'un exercice sur l'autre, fournissant des ressources suffisantes pour soutenir la croissance prévue de l'activité, tout en veillant au respect des exigences réglementaires et en maintenant des réserves adéquates pour les scénarios de tension. Ce profil de liquidité stable est conçu pour répondre efficacement aux exigences des clients tout en respectant les exigences réglementaires.

L'ensemble des outils de planification, parmi lesquels figurent le processus ICAAP, les projections budgétaires, la planification de la liquidité et les prévisions de capital, confirme la disponibilité suffisante des ressources pour soutenir les activités commerciales sous-jacentes. L'accent mis sur le renforcement durable du capital par le biais de la rétention des bénéfices et de la croissance organique garantit que la Société conserve une situation financière résiliente tout en soutenant ses objectifs de croissance stratégiques. Cette approche prudente de la gestion du capital et des liquidités démontre l'engagement de la Société à maintenir des fondamentaux financiers solides tout en recherchant des opportunités de croissance durable.

Perspectives et opportunités pour la division Global Market

La division Global Market a pour ambition de consolider les activités de négoce avec les clients européens et de fournir au Groupe Nomura un accès à l'EEE. Cette division se concentre sur le développement de l'activité avec les clients existants et sur la conquête d'un nombre modéré de nouveaux clients. Malgré les incertitudes existantes, nous prévoyons également une croissance modérée des volumes d'activité en 2025/2026. NFPE continuera de se concentrer sur ses principaux produits, Débits et DCM, et renforcera également son activité de gestion des titres obligataires structurés. Nous prévoyons également une stabilisation de l'activité actions, conformément à notre stratégie globale. Malgré la croissance prévue de l'activité pour ces produits, nous prévoyons néanmoins une baisse des bénéfices en raison de la pression sur les marges. L'activité des clients dans le domaine des instruments financiers durables (par exemple les obligations vertes) devrait augmenter modérément, comme les années précédentes.

Perspectives et opportunités pour la division Banque d'investissement

La division Banque d'investissement a pour objectif de développer en continu ses activités de conseil en fusions-acquisitions, de conseil en actions et de financement de courtiers pour les clients européens. Nous nous attendons à ce que les activités commerciales soient comparables à celles de l'exercice précédent dans tous les segments.

Rapport sur les risques

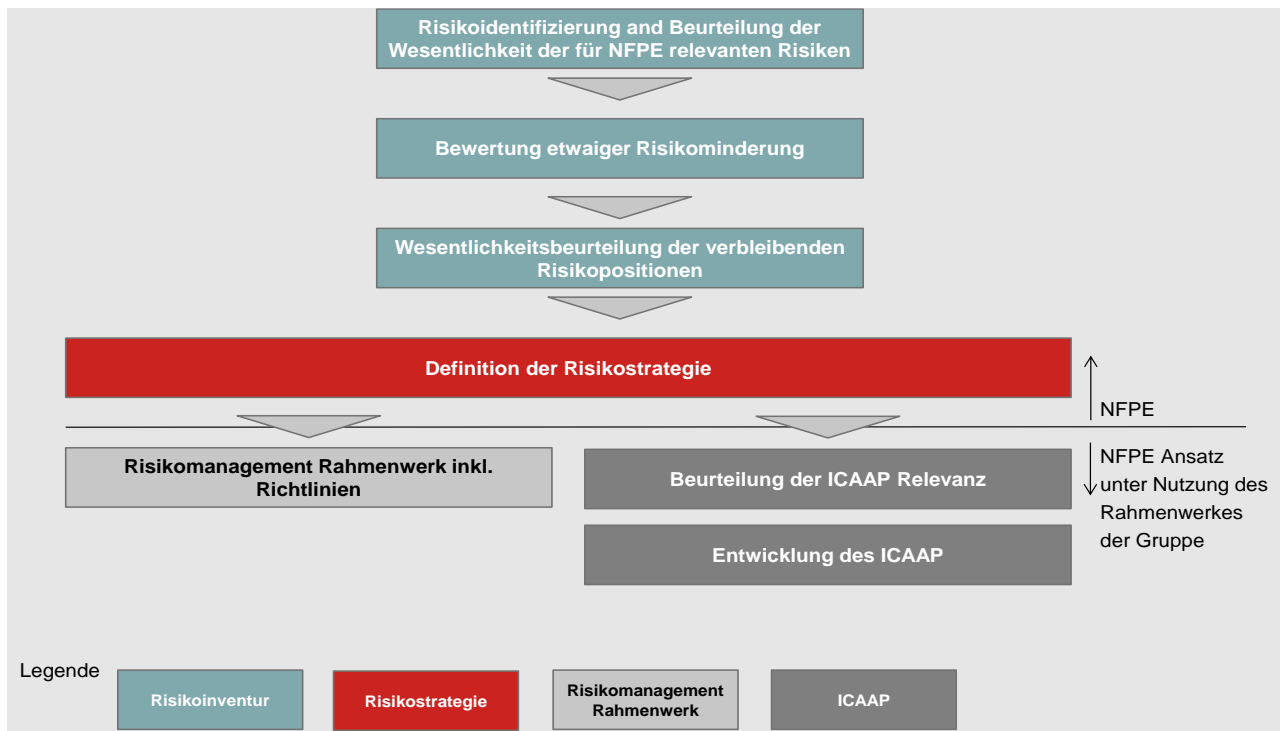
Approche stratégique de la gestion des risques

La stratégie de risque de NFPE se compose de la Déclaration d'appétence au risque de NFPE et de la Politique de gestion des risques de NFPE. Conformément aux MaRisk, la stratégie de risque définit l'approche stratégique de NFPE en matière de gestion des risques et définit son appétence au risque conformément à sa stratégie commerciale. Elle est examinée et approuvée par le Conseil d'administration de NFPE au moins une fois par an puis soumise au Conseil de surveillance de NFPE.

L'approche de l'Établissement en matière de gestion des risques est étroitement liée à celle du reste du Groupe Nomura, dont il utilise l'infrastructure dans le cadre de contrats d'externalisation. Toutefois, l'Établissement est régi par des autorités locales et définit donc, s'il le juge nécessaire, les contrôles, politiques et procédures spécifiques de gestion des risques et formule son appétence au risque, c'est-à-dire le montant maximal et les types de risques que l'Établissement est prêt à assumer.

L'objectif général du processus de gestion des risques de NFPE consiste à identifier, à quantifier (dans la mesure du possible), à surveiller et à contrôler les risques et les concentrations de risques auxquels NFPE est exposée. Le processus de gestion des risques de NFPE commence par l'identification des risques, qui est suivie d'une évaluation de l'importance relative du risque identifié. Cette évaluation des risques est documentée dans l'inventaire des risques de NFPE. La stratégie de gestion des risques définit l'approche stratégique de gestion des risques à adopter pour tous les risques qui ont été évalués comme étant significatifs.

Le tableau suivant présente l'approche de gestion des risques de NFPE :



Tous les risques auxquels NFPE est exposée peuvent s'avérer conséquents. Les risques suivants ont été identifiés comme conséquents pour NFPE dans le dernier inventaire des risques :

- Risque de marché
- Risque de crédit (y compris risque pays)
- Risque de liquidité et de financement
- Risque de modèle
- Risque opérationnel
- Risque d'atteinte à la réputation
- Risque stratégique

En outre, l'Établissement a identifié des facteurs de risque qui affectent plusieurs types de risque : le risque transfrontalier, le risque lié au trading électronique et algorithmique et les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Ils ne sont pas considérés séparément, mais font partie des types de risques ci-dessus.

Processus interne d'évaluation de l'adéquation du capital

NFPE a mis en place un processus interne d'évaluation de l'adéquation du capital (ICAAP) conformément aux exigences des MaRisk et aux lignes directrices supplémentaires de la Bundesbank et de la BaFin à l'ICAAP. L'ICAAP constitue un cadre de gouvernance pour un plan de capital détaillé, un calcul d'adéquation du capital interne et des tests de résistance appropriés. Afin d'évaluer l'adéquation du capital interne, NFPE a élaboré et mis en œuvre une perspective normative et économique.

L'**approche normative** prend en compte les exigences de ratios minimaux de fonds propres réglementaires, y compris l'exigence globale de réserve de fonds propres, l'exigence SREP et le ratio cible de fonds propres. Elle comprend une analyse par scénario du respect des exigences du Pilier 1 dans un scénario central et plusieurs scénarios défavorables, dont au moins un sévère, à horizon de trois ans. Des calculs de tension sont effectués tant pour le capital que pour les risques. D'un point de vue normatif, le potentiel de couverture des risques est conforme au capital réglementaire. Les exigences de fonds propres sont calculées selon les approches modèles internes prescrites ou approuvées par l'organisme de réglementation.

La **perspective économique** est conçue pour protéger les créanciers contre les pertes. Le capital risque économique est calculé sur la base d'un intervalle de confiance de 99,9 % et d'une durée de détention d'un an. Le capital risque est ensuite comparé au potentiel de couverture du risque économique (RCP). Le capital interne est adéquat si le capital risque est inférieur ou égal à la RCP. Par ailleurs, les tests de résistance sont réalisés selon les mêmes scénarios de tension que dans l'approche normative. Là aussi, le capital interne est adéquat si le capital risque est égal ou inférieur à la RCP.

Le plan d'adéquation du capital interne et les tests de résistance sont mis à jour chaque année à la lumière des informations actuelles issues de l'inventaire des risques. Lors de la sélection des scénarios, NFPE tient compte des vulnérabilités propres à l'Établissement afin de s'assurer que les scénarios sont adaptés à ce dernier. Un scénario ESG a également été pris en compte.

L'adéquation du capital interne de l'Établissement a été assurée à chaque date de déclaration trimestrielle au cours de l'exercice. Le tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble de l'adéquation du capital interne économique à la fin de l'exercice et de l'exercice précédent.

Exercice comptable Type de risque	Risque (en millions d'euros)	Limite de référence d'action (en millions d'euros)	Limite d'utilisation	Risque (en millions d'euros)	Stress action limit (en millions d'euros)	Limite d'utilisation
Risque de crédit	37	266	14 %	188	297	63 %
Risque de marché	13	54	24 %	15	53	29 %
Risque opérationnel	65	129	50 %	71	152	47 %
Risque de modèle	1	18	5 %	1	26	4 %
Total	115	467	25 %	275	528	52 %
Capital disponible	719			659		

Exercice précédent Type de risque	Risque (en millions d'euros)	Limite de référence d'action (en millions d'euros)	Limite d'utilisation	Risque (en millions d'euros)	Stress action limit (en millions d'euros)	Limite d'utilisation
Risque de crédit	48	315	15 %	226	315	72 %
Risque de marché	10	63	16 %	18	76	24 %
Risque opérationnel	79	119	67 %	111	114	98 %
Risque de modèle	9	63	15 %	40	63	63 %
Total	147	559	26 %	395	568	70 %
Capital disponible	699			631		

Les tests de résistance font partie intégrante de la gestion des risques du Groupe Nomura et de NFPE et sont utilisés pour compléter l'ICAAP et les modèles de risque internes afin d'identifier les risques particuliers auxquels sont exposés les portefeuilles à différents niveaux affectés par des chocs spécifiques. Les tests de résistance sont conçus pour être économiquement cohérents, exigeants et exhaustifs en termes d'activité et de couverture des risques, en prenant en considération des scénarios incertains mais imaginables.

Des tests de résistance inversés sont également réalisés chaque année. Ils examinent quels événements rendraient le modèle économique initial impossible ou viable. La dernière observation remonte à fin décembre 2024. En conséquence, certains des scénarios envisagés conduisent à une réduction de la capacité de prise de risque, mais en l'état, il n'y a pas lieu d'agir, les chocs considérés ayant été évalués comme incroyablement forts.

Appétence au risque

L'appétence au risque définit le type et la quantité de risque que l'Établissement est prêt à assumer dans la poursuite de ses objectifs stratégiques et de son plan d'affaires.

La Déclaration d'appétence au risque de l'Établissement est approuvée par le Conseil d'administration de NFPE et le recours aux différentes limites, par exemple pour les exigences de fonds propres réglementaires, d'adéquation du capital interne et de liquidité, est régulièrement signalé au Comité de gestion des risques (RMC) et au Comité ICAAP. Pour chaque type de risque et les indicateurs d'appétence au risque correspondants, des responsabilités claires sont définies en matière de suivi et de développement ultérieur. Dans le cadre de la stratégie relative aux risques, la Déclaration d'appétence au risque doit être revue et adaptée si nécessaire au moins une fois par an ou à la suite de tout changement significatif de la stratégie commerciale.

Organisation et structure des risques

Le service Gestion des risques a été créé en tant que fonction indépendante de contrôle des risques afin de surveiller et de rendre compte des risques financiers auxquels l'Établissement est exposé. D'un point de vue organisationnel, il est distinct des services de front office et rapporte au Directeur de la gestion des risques de NFPE (« CRO de NFPE »), qui est membre du Conseil d'administration de NFPE.

En outre, il existe des comités dédiés au suivi des autres risques significatifs pour l'Établissement. D'autres services ou fonctions au sein de l'Établissement contribuent à la gestion globale des risques de l'Établissement, comme décrit ci-dessous :

Il incombe à la division Finance, par le biais de son service Gestion de la liquidité, de gérer les besoins de liquidité de l'Établissement et de mener à bien tests de résistance de la liquidité visant à s'assurer du respect de l'appétence au risque de liquidité et des limites validées par le Conseil d'administration. Les tests de résistance de la liquidité sont régulièrement validés par le Groupe de validation des modèles et examinés avec minutie par le service Gestion des risques de trésorerie.

Par ailleurs, la fonction Finance porte la responsabilité globale de l'ICAAP, qui est réalisé en étroite collaboration avec le service Gestion des risques.

Surveillance, reporting et intégrité des données

L'élaboration, la consolidation, le contrôle et la communication des informations relatives à la gestion des risques (les « Informations relatives à la gestion des risques ») sont essentiels pour aborder correctement les risques. Toutes les Informations relatives à la gestion des risques visent à fournir un fondement pour une prise de décision, une action et une remontée d'informations adéquates, le cas échéant. Il incombe aux différents services de préparer régulièrement les Informations relatives à la gestion des risques, bien que la plupart des aspects opérationnels du reporting des risques soient confiés au Groupe. Cela comprend des rapports réguliers sur l'utilisation de l'appétence au risque ainsi que des informations granulaires sur la situation de risque concernée. Les Informations relatives à la gestion des risques englobent les informations sur tous les types de risques significatifs et sont régulièrement améliorées pour tenir compte des évolutions actuelles. Les services compétents sont chargés de la mise en œuvre de rapports et de contrôles appropriés sur la qualité des données pour les différents éléments des Informations relatives à

la gestion des risques.

Adéquation de la gestion des risques

Il revient au Conseil d'administration de NFPE d'examiner l'adéquation des dispositifs de gestion des risques de NFPE.

Catégories de risques

Risque de marché

Le risque de marché désigne le risque de subir des pertes dues à une variation de la valeur des actifs et passifs financiers (y compris les éléments hors bilan) résultant de l'évolution des facteurs de risque de marché, tels que les taux d'intérêt, les taux de change et les cours des actions. L'Établissement alloue ses expositions soit à des portefeuilles de négociation, soit à des portefeuilles hors négociation. La valeur exposée au risque (« **VaR** ») est déterminée quotidiennement pour toutes les positions du portefeuille d'actifs à des fins de négociation et le respect des limites correspondantes est contrôlé.

Dans la mesure où NFPE conclut des transactions adossées pour la majorité des transactions conclues avec d'autres filiales du Groupe Nomura afin de se couvrir contre le risque de marché dans le cadre des transactions des clients, l'Établissement est principalement exposé aux risques de marché sous la forme d'ajustement de l'évaluation de crédit (« **CVA** ») et d'ajustement de l'évaluation de financement (« **FVA** »), ainsi qu'aux activités de couverture correspondantes des salles de marché et aux risques de marché découlant des activités de trésorerie. En outre, la Société autorise des positions de risque de marché pour des stratégies dites « approuvées » dans le cadre de limites définies à cet effet de manière non consécutive. Ces risques sont gérés par les salles de marché dans les comptes de l'Établissement. Aucune comptabilité de couverture n'est effectuée.

En raison du modèle économique, les risques de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire et les risques de spread de crédit dans le portefeuille bancaire ont été classés comme non significatifs.

Évaluation des risques

La BaFin a autorisé NFPE à recourir à l'approche des modèles internes pour calculer les exigences de fonds propres pour le risque de marché à compter du 1^{er} juillet 2022. Le périmètre de la VaR réglementaire couvre le risque général et spécifique lié aux titres de créance et au risque de change, élargissant ainsi le périmètre précédent, limité par certains modèles de valorisation. La BaFin avait initialement fixé les facteurs de multiplication *mc* et *ms*, conformément à l'article 366 (2), phrase 1 du CRR, à 4 après approbation. Après la clôture de toutes les conclusions de l'audit de dérogation au cours de l'exercice, la BaFin a réduit les facteurs de multiplication à 3.

Les règles habituelles de calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque de marché sont appliquées aux positions de négociation qui ne relèvent pas du périmètre de l'approche modèles internes. Toutefois, ces positions sont également prises en compte dans la VaR à des fins de gestion interne.

Le risque de marché est géré par des limites de risque de marché qui sont définies conformément au système de gestion des limites de risque de marché du Groupe Nomura et à la Déclaration d'appétence au risque de NFPE. Les limites de risque de marché sont fixées à différents niveaux au sein de NFPE, du niveau de l'Établissement au niveau des salles de marché.

Valeur à risque

La VaR mesure l'éventuelle perte due à des fluctuations défavorables de facteurs de marché, tels que les cours des actions, les taux d'intérêt, le crédit, les taux de change et les matières premières, avec les volatilités et corrélations associées.

L'Établissement utilise un modèle de VaR mis en œuvre à l'échelle du groupe pour déterminer la VaR totale de négociation. Une simulation historique est mise en œuvre, où les mouvements historiques du marché sur une fenêtre de deux ans sont appliqués à l'exposition actuelle de l'Établissement afin de structurer une distribution des profits et pertes. Les éventuelles pertes peuvent être estimées aux intervalles de confiance ou aux probabilités requis.

En fonction du système de négociation, du produit et du facteur de risque, la distribution des profits et pertes est générée par le biais d'une nouvelle valorisation exhaustive à l'aide de grilles de volatilité au comptant ou de méthodes axées sur les sensibilités (« **Grecques** »). La méthode de nouvelle valorisation exhaustive est appliquée aux principaux facteurs de risque des produits d'intérêt et de crédit (taux d'intérêt et notation de crédit), tandis que des grilles de volatilité en valeur de marché sont utilisées pour les principaux facteurs de risque des produits actions et devises (cours au comptant et volatilité boursière ou de change). Pour certains produits et pour les facteurs de risque secondaires de tous les produits (par exemple, le risque de change pour les instruments de taux d'intérêt, de crédit et d'actions), l'on a recours à méthode axée sur les sensibilités (les indicateurs pertinents sont multipliés par les rendements historiques appropriés).

L'Établissement a recours à un modèle de VaR à des fins de gestion interne des risques et de reporting réglementaire. Pour les fonds propres réglementaires, l'Établissement utilise un intervalle de confiance de 99 % et un horizon de 10 jours calculé à partir des mouvements historiques réels du marché sur 10 jours. Pour les besoins de la gestion interne des risques, la VaR est calculée au même intervalle de confiance en utilisant à la fois l'horizon d'un jour et celui de 10 jours. La sVaR est calculée à l'aide de l'horizon de 10 jours dans les deux cas. La fenêtre de tensions à un an utilisée pour la sVaR à des fins de gestion interne des risques est définie au niveau du groupe (NHI), tandis qu'elle est spécifique à NFPE dans le cadre du reporting réglementaire.

La sVaR est calculée pour une tension financière sévère sur une fenêtre d'un an. La VaR et la sVaR reposent toutes deux sur un modèle unique qui diversifie les risques généraux et particuliers. La VaR et la sVaR sont calculées quotidiennement à la lumière des variations historiques des marchés sur 10 jours. La fenêtre historique de deux ans pour la VaR est mise à jour au moins tous les deux jours ouvrés, tandis que la fenêtre optimale d'un an pour la sVaR est calibrée quotidiennement. La sVaR maximise la phase de tension utilisée dans le modèle de sVaR sur une période glissante d'un an entre le début 2008 et la date de déclaration.

Le modèle de VaR de l'Établissement fait l'objet d'un suivi continu pour s'assurer qu'il est adapté. Le principal moyen de validation de la VaR consiste à comparer les pertes de trading sur un jour avec l'estimation de la VaR correspondante (« backtesting » ou test rétro-actif de validité). Le modèle de VaR de l'Établissement fait l'objet d'un backtesting à différents niveaux. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025, la perte de négociation quotidienne a dépassé l'estimation de la VaR au niveau de confiance de 99 % sur un jour de négociation, ce qui signifie que l'Établissement n'a pas actuellement à appliquer une marge multiplicatrice correspondante m_c en m_s vertu du CRR. Du point de vue de la banque, le dépassement est dû à des mouvements particuliers du marché et ne constitue pas un signe de faiblesse du modèle.

La VaR est une mesure rétrospective : elle suppose implicitement que les distributions et les corrélations des variations récentes des facteurs sont adéquates pour représenter les variations dans un avenir proche. Par conséquent, elle peut sous-estimer l'impact d'événements graves.

Compte tenu de ces limites, Nomura n'utilise la VaR qu'en tant que composante d'un processus de gestion des risques diversifié.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de la situation des risques de marché à la clôture de l'exercice, qui est restée relativement stable sur la période considérée :

Risque de marché selon COREP en EUR	31/03/2025	31/03/2024
VaR à 10 jours 99 %	1 468 519	1 572 295
VaR de tension à 10 jours 99 %	2 547 581	2 121 387

Charge de risque supplémentaire (« IRC »)

L'IRC mesure l'éventuelle perte résultant de la migration du crédit et des événements de défaut sur les titres de créance sur un horizon d'un an et avec un intervalle de confiance de 99,9 %. L'IRC est calculée dans une simulation Monte Carlo des événements de migration et de défaut corrélés. L'on a recours à un modèle de copule à trois facteurs, ce qui implique une corrélation inter-actifs (interrégionale et intersectorielle), une corrélation inter-régionale et une corrélation intra-actifs (intra-sectorielle). Ces corrélations sont calibrées en fonction des événements de défaut observés empiriquement. Le résultat issu de la migration est calculé en appliquant des chocs d'écart de crédit fondés sur la notation de crédit initiale et finale, ajustés en fonction du risque de base par produit, recouvrement et échéance. Le résultat du défaut est simulé, y compris le recouvrement stochastique, corrélé aux taux de défaut globaux. Un facteur déterminant de l'IRC d'une position réside en la notation de crédit de l'émetteur, qui est fondée sur le système de notation interne du Groupe Nomura dont se sert également l'approche fondée sur les notations internes du Groupe Nomura et qui a été approuvée par l'organisme de réglementation japonais. Le périmètre IRC couvre l'ensemble des titres de créances. Toutes les positions du modèle IRC sont supposées avoir un horizon de liquidité d'un an. À la clôture de l'exercice, l'IRC s'élève à 3 997 409 EUR (contre 802 061 EUR à la clôture de l'exercice précédent).

Risque de crédit

Le risque de crédit désigne le risque de pertes découlant de la défaillance d'un débiteur qui se traduit par le non-respect par ce dernier de ses obligations contractuelles conformément aux conditions convenues. Cela inclut à la fois les expositions au bilan et hors bilan. Il s'agit également du risque de perte résultant d'un ajustement de l'évaluation de crédit (« CVA ») associé à la détérioration de la solvabilité d'une contrepartie. L'Établissement applique les politiques de gestion du risque de crédit du Groupe Nomura pour sa gestion du risque de crédit (« CRM »), en tenant dûment compte des facteurs locaux spécifiques. Le profil de risque de crédit de l'Établissement est déterminé par le risque de crédit de contrepartie, étant donné que NFPE n'exerce pas d'activité de prêt traditionnelle. L'ensemble des processus et méthodes de gestion du risque de crédit décrits ci-dessous font référence au risque de crédit de contrepartie et non à l'activité de prêt au sens strict.

Le processus de gestion du risque de crédit au sein de l'Établissement comprend :

- L'évaluation de la probabilité qu'une contrepartie manque à ses paiements et obligations
- L'affectation des notations internes à l'ensemble des contreparties actives
- Un processus d'approbation des crédits et renouvellements et la fixation des limites de crédit
- La mesure et la surveillance des expositions de crédit existantes et éventuelles de l'Établissement
- La prise en compte de la gestion du risque de crédit dans la documentation juridique
- Le recours à des mécanismes d'atténuation du risque de crédit appropriés, y compris la compensation, les garanties et la couverture

Une surveillance quotidienne de l'exposition au crédit par rapport aux limites de crédit approuvées et une surveillance continue de la solvabilité des contreparties ont lieu. Tout changement de circonstances qui modifie l'appétence au risque de l'Établissement pour une contrepartie, un secteur, un secteur d'activité ou un pays donné(e) est pris en compte dans les modifications de la notation interne et de la limite de crédit, le cas échéant. Un suivi étroit de tous les emprunteurs a été effectué pendant la crise de la COVID-19 et au début de la guerre en Ukraine, mais il n'y a actuellement aucun signe de détérioration significative de la qualité de crédit du portefeuille.

Les notations internes font partie intégrante de l'attribution des limites de crédit aux contreparties afin de s'assurer que l'appétence au risque n'est pas dépassée. Les politiques globales de crédit et les politiques spécifiques à NFPE définissent les délégations de pouvoirs qui fixent les montants maximums agrégés et les limites granulaires qui peuvent être fixés pour un même groupe de contreparties en fonction de leur notation interne.

L'Établissement utilise des instruments financiers et des accords de compensation pour gérer le risque de crédit. Compte tenu du risque de perte résultant d'expositions non garanties, en règle générale, tous les risques de crédit de contrepartie auxquels est exposé l'Établissement devraient être garantis. Toutefois, dans certains cas, lorsque l'appétence au risque est suffisante, une exposition non garantie peut être approuvée par les responsables de la gestion du risque de crédit compétents.

Les accords juridiques devraient garantir que les accords de marge et les garanties acceptés des clients offrent la meilleure protection possible à l'Établissement. Toute garantie non habituelle approuvée doit également être examinée par l'ensemble des services concernés afin de s'assurer que la capacité opérationnelle est en place pour contrôler correctement le nouveau type de garantie et que les conséquences en matière de concentration, de réutilisation et de liquidité sont prises en compte. Les concentrations de garantie par émetteur, pays et contrepartie font l'objet d'un suivi et d'un reporting à la Direction générale. Des décotes sont appliquées aux garanties et fixées en fonction du risque de marché que présente l'actif. Les décotes sont déterminées par des analyses quantitatives et historiques et revues à intervalles réguliers.

Évaluation des risques

Comme décrit ci-dessus, le risque de crédit de contrepartie lié aux opérations de financement sur instruments dérivés et sur titres constitue l'élément clé du risque de crédit auquel est exposé l'Établissement. La BaFin a autorisé l'Établissement à recourir à la méthode du modèle interne (« IMM ») en association avec l'approche habituelle pour le calcul des exigences de risque de crédit de contrepartie pour certaines opérations de financement sur dérivés et sur titres. Pour le calcul des montants d'exposition pondérés selon l'approche habituelle du risque de crédit, les notations de Fitch, Moody's et Standard and Poor's sont utilisées pour toutes les catégories d'expositions concernées.

Pour les dérivés et les opérations de financement sur titres, l'Établissement mesure le risque de crédit principalement à l'aide d'un modèle de simulation fondé sur Monte Carlo qui détermine un profil d'exposition potentiel.

En outre, l'Établissement a recours à l'approche optimisée pour calculer les exigences de fonds propres au titre du risque d'ajustement de l'évaluation de crédit (risque de CVA). Cette approche repose à la fois sur les modèles IMM et IMA décrits ci-dessus.

Le tableau suivant donne une vue d'ensemble du risque de crédit selon l'approche habituelle du risque de crédit pour les différentes catégories d'expositions au 31/03/2025.

Catégorie d'exposition	RWA (en k€) 31/03/2025	RWA (en k€) 31/03/2024
------------------------	---------------------------	---------------------------

Risque de crédit	1 800 092	2 030 750
Approche habituelle du risque de crédit	1 782 174	2 012 965
Administrations centrales ou banques centrales	40 488	14 627
Administrations régionales ou locales	0	0
Organismes administratifs et entreprises non commerciales	16 647	12 680
Banques multilatérales de développement	0	0
Organisations internationales	0	0
Établissements	379 716	519 371
Entreprises	1 341 315	1 461 618
Clientèle de détail	0	0
Garantis par un bien immobilier	0	0
Éléments en souffrance	0	0
Éléments appartenant à des catégories réglementaires à haut risque	0	0
Obligations garanties	0	0
Positions de titrisation	0	0
Créances à court terme sur des établissements et des entreprises	0	0
Organismes de placement collectif (OPC)	0	0
Actions	132	0
Autres éléments	3 876	4 670
Valeur exposée au risque pour les contributions au fonds de défaillance d'une CCP	17 917	17 785

Risque de corrélation défavorable

Le risque de corrélation défavorable (« WWR ») se produit lorsque l'exposition à une contrepartie est fortement corrélée à la détérioration de la solvabilité de ladite contrepartie. Le Groupe Nomura a établi des politiques qui régissent la gestion des expositions au WWR, qui s'appliquent également à l'Établissement. Des tests de résistance sont réalisés afin d'étayer l'évaluation de tout WWR intégré dans les portefeuilles existants de NFPE et des ajustements sont apportés aux expositions de crédit et aux fonds propres réglementaires, le cas échéant.

L'analyse du WWR est réalisée par le service Gestion des risques. L'analyse est fournie pour aider le Conseil d'administration à déterminer si le niveau de risque de corrélation défavorable est préoccupant et si des mesures doivent être prises pour le réduire. Pour les WWR fortement corrélés, l'Établissement détient des fonds propres supplémentaires.

Concentration des risques de crédit

Les concentrations de risques de crédit peuvent découler de la négociation par l'Établissement de produits dérivés, du financement de titres et de l'exposition aux contreparties centrales et aux chambres de compensation et sont affectées par l'évolution de facteurs politiques ou économiques. Au sein de l'Établissement, des concentrations de risques de crédit se produisent généralement avec des établissements de crédit et des filiales du Groupe Nomura bien notés. Ces concentrations sont prises en compte par les modèles de quantification du risque de crédit dans la perspective économique de l'ICAAP.

Risque de liquidité et de financement

L'Établissement définit le risque de liquidité comme le risque de ne pas honorer ses obligations financières au fur et à mesure de leur échéance. Ce risque peut résulter soit d'une dégradation de la note de crédit, soit d'événements négatifs liés au marché. Le risque de financement se définit comme le risque de pertes résultant de difficultés à obtenir les financements nécessaires ou de coûts de financement sensiblement supérieurs à la normale en raison d'une dégradation de la solvabilité. En matière de gestion du risque de liquidité, l'Établissement cherche surtout à préserver la liquidité à tout moment et dans tous les scénarios de crise et à s'assurer qu'il est en mesure de respecter toutes les obligations financières qui arrivent à échéance pendant la période de survie définie par le Conseil d'administration.

Le risque de liquidité est géré par les limites de risque de liquidité fixées conformément à l'appétence au risque de NFPE. L'Établissement gère le risque de liquidité de manière indépendante à l'aide du modèle interne de tension, des sorties de trésorerie maximales et des ratios réglementaires tels que le ratio de couverture de liquidité (LCR) et le ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR).

Le modèle interne de tension de l'Établissement quantifie la réserve de liquidité nécessaire pour survivre aux scénarios de tension établis sur les périodes définies. Le portefeuille de liquidité, composé de titres très liquides et non grevés et de dépôts en banque centrale, sert de réserve de liquidité et garantit la disponibilité d'une liquidité suffisante pour satisfaire les exigences modélisées.

D'un point de vue normatif, la liquidité est gérée au travers du LCR et du NSFR. Le LCR mesure la capacité à répondre aux besoins de liquidité à court terme, tandis que le NSFR s'assure que les actifs non courants sont financés par des sources de financement stables et adaptées.

L'exposition totale de liquidité de NFPE est composée de fonds propres, de prêts de personnes morales du Groupe Nomura et de garanties commerciales reçues. La liquidité résultante de NFPE est restée constamment supérieure à son appétence au risque au cours de l'exercice comptable.

Au cours de l'exercice, le besoin de liquidité est resté à un niveau stable et modéré. L'évolution des chiffres clés des perspectives normatives s'explique principalement par les activités habituelles. La liquidité disponible pour NFPE était suffisante pour cela. Les réserves existantes n'ont pas été utilisées au cours de l'exercice.

Le Comité Actif-Passif (« ALCO ») prend, lors de ses réunions mensuelles, toutes les décisions relatives au niveau et à la conception de la capacité de liquidité, en tenant compte des projections à moyen et long terme.

Pour l'exercice 2024/2025, la Société disposait de liquidités suffisantes pour favoriser la réalisation du plan d'affaires ainsi que pour répondre à tout moment aux exigences minimales de liquidité. L'Établissement s'attend à ce que le besoin de liquidité reste constant sur l'exercice à venir.

Risque de liquidité	(En k €) 31/03/2025	(En k €) 31/03/2024
----------------------------	--------------------------------	--------------------------------

Liquidités	1 655 874	1 902 024
Sorties nettes de liquidité	602 351	1 159 961
LCR	275 %	164 %

Risque de modèle

Le risque de modèle désigne le risque de perte résultant d'erreurs de modèle ou d'une application incorrecte ou inappropriée du modèle. Des erreurs peuvent survenir à tout moment, depuis les hypothèses liées aux modèles jusqu'à leur mise en œuvre. En outre, la qualité des résultats du modèle dépend de la qualité des paramètres du modèle et de toute donnée d'entrée. Même un modèle qui semble pour l'essentiel solide et qui produit des résultats précis conformes à l'objectif de conception du modèle peut présenter un risque de modèle élevé s'il est mal appliqué ou mal utilisé.

NFPE a adapté la politique de gestion du risque de modèle du Groupe Nomura, qui définit les exigences en matière de validation des modèles lors de la mise en œuvre de modèles de valorisation et de risque nouveaux ou modifiés, et de leur examen régulier. En outre, un processus a été mis en place pour surveiller la performance du modèle afin d'identifier et d'évaluer les événements spécifiques qui suggèrent qu'un modèle ne fonctionne pas comme il devrait ou pourrait ne pas être adapté et d'identifier les mesures qui pourraient être nécessaires pour remédier à toute défaillance du modèle. Pour les changements ayant un impact supérieur à un certain seuil d'importance prédéfini, l'approbation du changement est requise. Le service Validation des modèles définit ces limites dans un processus formel et contrôle leur application.

Risque non financier

Risque opérationnel

Le risque opérationnel désigne le risque d'encourir des pertes financières et non financières en raison de processus, systèmes internes inadéquats ou défaillants, ainsi que d'erreurs humaines ou d'événements extérieurs. Les risques stratégiques ou d'atteinte à la réputation ne font pas partie du risque opérationnel, bien que ces derniers y soient étroitement liés car ils peuvent être déclenchés par des risques opérationnels.

NFPE est inévitablement exposée à des risques opérationnels du fait de ses activités. Le Conseil d'administration s'assure donc de l'existence d'un cadre de risque opérationnel adéquat pour assurer l'identification, l'évaluation, la surveillance, la gouvernance et le signalement appropriés (cycle de gestion des risques) au moyen des instruments de risque opérationnel suivants :

- *Enregistrement de l'événement* : Les incidents qui se produisent sont systématiquement enregistrés, analysés, compensés par des mesures et signalés.
- *Contrôle des risques et auto-évaluation (« RCSA »)* : Tous les domaines organisationnels de NFPE identifient et évaluent les risques inhérents et résiduels découlant de leurs domaines de responsabilité respectifs. L'efficacité des contrôles liés à la minimisation des risques est examinée et prise en compte dans l'évaluation du risque résiduel.
- *Analyse de scénarios* : Dans l'analyse de scénarios, la probabilité d'occurrence et les montants d'éventuelles pertes dues à des événements de pertes rares mais plausibles pouvant causer des dommages graves sont estimés. En complément des données incidents, des scénarios servent de donnée d'entrée pour la détermination du besoin de capital économique au titre des risques opérationnels.
- *Indicateurs clés de risque (« ICR »)* : Les ICR sont des indicateurs qui servent de dispositif d'alerte et de suivi des risques opérationnels. L'objectif des ICR est de permettre à la Direction de mettre en place des mesures de lutte contre les risques avant qu'ils ne surviennent.

Le profil de risque opérationnel de NFPE est défini par ses implantations et son modèle économique. NFPE fait partie du Groupe Nomura et externalise une partie de ses activités au sein du Groupe. Il en résulte des risques de tiers, qui constituent une part importante du profil de risque opérationnel. L'un de ces risques inclut les opérations informatiques, qui sont exposées aux risques de sécurité informatique et de cyber-risques. Dans le cadre de l'activité de NFPE, les risques de transaction découlent également des activités de négociation (y compris les risques découlant de la négociation électronique). Du fait de l'accord relatif aux titres adossés avec d'autres sociétés du Groupe Nomura, les risques de prix de marché devenus conséquents du fait des risques opérationnels leur sont en grande partie transférés (voir la section « Risque de marché »). Toutefois, il subsiste au sein de NFPE des risques liés au non-respect des exigences réglementaires et de la législation applicable, qui représentent une part importante du profil de risque opérationnel.

Outre l'évolution du marché mondial, le succès de NFPE dépend principalement de ses employés qualifiés. La croissance du modèle économique et la concurrence sur le marché du recrutement de talents ont entraîné des risques supplémentaires pour le personnel de NFPE.

Risque d'atteinte à la réputation

Le risque d'atteinte à la réputation est l'un des principaux risques auxquels est confrontée NFPE et peut provenir de diverses causes. Le risque d'atteinte à la réputation désigne le risque d'éventuelle préjudice à la réputation de NFPE et le risque associé pour les bénéfices, le capital ou la liquidité résultant d'une association, d'un acte ou d'une omission qui peut être perçu par les parties prenantes comme inapproprié, contraire à l'éthique ou incompatible avec les valeurs et les convictions de NFPE.

NFPE peut également être affectée par des événements de risque d'atteinte à la réputation dans l'ensemble du Groupe Nomura. Les incidents correspondants au sein du Groupe ont le pouvoir d'affecter la réputation de la marque Nomura et, par conséquent, la performance commerciale de NFPE.

NFPE a dispensé une formation conforme aux normes du Groupe Nomura afin de s'assurer que tous les employés sont conscients des risques d'atteinte à la réputation associés à leur travail quotidien. Pour des raisons opérationnelles, des contrôles ont été mis en place et les processus sont étroitement surveillés afin de minimiser tout impact négatif sur le classement des courtiers de NFPE.

Risque stratégique

Le risque stratégique désigne le risque pesant sur les bénéfices, le capital, la liquidité, la valeur d'entreprise ou la réputation du Groupe Nomura, résultant de décisions commerciales défavorables, d'une mauvaise mise en œuvre des décisions commerciales ou d'un manque de réactivité aux changements du secteur ou de l'environnement externe. Le risque stratégique est géré par le Conseil d'administration de NFPE et le front office de l'activité Wholesale.

Audit interne

Il incombe au service Audit interne de NFPE d'exécuter les travaux d'audit interne de NFPE et de ses succursales. Cela comprend l'audit et l'évaluation, fondés sur les risques et indépendants des processus, de la conception et de l'efficacité opérationnelle du système de gestion des risques en général, et plus particulièrement du système de contrôle interne. Il englobe toutes les activités et processus réalisés par NFPE dans l'exercice de ses activités, qu'ils aient ou non été externalisés. Le service Audit Interne suit une méthodologie globale et est guidé par les normes émises par l'Institute of Internal Auditors (« IIA ») et l'Information Systems Audit and Control Association (« ISACA »), ainsi que par les directives et recommandations d'autres organisations compétentes telles que le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Les

tests de contrôle de la qualité sont effectués par une équipe mondiale indépendante des employés du service Audit interne responsables de l’audit afin de s’assurer que les audits réalisés par le service Audit interne répondent aux exigences de la méthodologie d’audit interne et des autres normes applicables. Une évaluation annuelle des risques est effectuée et couvre toutes les activités de NFPE et de ses succursales. Les résultats servent à élaborer le plan d’audit interne qui nécessite l’approbation du Conseil d’administration de NFPE et du Comité d’audit et de gestion des risques.

Il revient au service Audit interne du Groupe Nomura de vérifier et d’évaluer l’adéquation et l’efficacité opérationnelle du contrôle interne de toutes les activités commerciales et opérationnelles au sein du Groupe. Le Directeur mondial de l’audit interne est au même niveau hiérarchique indépendant que le Comité de contrôle interne et le Président du Comité d’audit de Nomura Holdings, Inc. Le Responsable mondial de la division Audit et Responsable de l’audit de NEHS est au même niveau hiérarchique indépendant que le Président du Comité d’audit de NEHS et rend compte au Responsable mondial de l’audit interne. NFPE est entièrement couverte par les activités du service Audit interne du Groupe Nomura, auquel appartient une équipe d’audit interne basée à Francfort. Le Responsable de l’audit interne de NFPE est rattaché au Conseil d’administration local et au Conseil de surveillance de NFPE, ainsi qu’au Responsable fonctionnel de l’audit interne de la division Wholesale mondiale.

Les audits sont réalisés selon une méthode fondée sur les risques. Les contrôles clés sont déterminés et l’on a recours à de nombreuses techniques pour évaluer la conception appropriée et l’efficacité opérationnelle des contrôles. Il s’agit notamment d’identifier et d’observer les contrôles, les tests d’échantillons et, dans certains cas, les tests de validation. Rapports d’audit interne NFPE conformes aux exigences de la méthodologie d’audit interne de Nomura. Un rapport d’audit exhaustif sera établi et porté à la connaissance du Conseil d’administration, du Conseil de surveillance et des responsables des services concernés. L’état des questions en suspens est revu régulièrement et fait l’objet d’un compte rendu au Conseil d’administration et au Conseil de surveillance, ainsi qu’aux responsables des services chargés de remédier auxdites questions. Le service Audit interne effectue des travaux pour tester et confirmer les points problématiques qui ont été résolus, selon la Direction.

Un exemplaire de la Charte d’audit interne est disponible sur demande.

Evènements à venir

Événements réglementaires

Réformes bancaires européennes

En juillet 2024, les règles prudentielles du Règlement européen sur les exigences de fonds propres (« CRR III ») et la Directive européenne sur les exigences de fonds propres (« CRD VI ») ont été publiées au Journal officiel de l’UE. La majorité des réformes sont déjà en place depuis janvier 2025, à l’exception des règles sur les risques de marché (FRTB) qui ont été reportées à janvier 2027.

L’introduction d’une limite inférieure pour l’exigence de fonds propres (« output floor ») pour les établissements qui calculent leurs risques à l’aide de modèles internes ne s’appliquera intégralement (72,5 %) qu’à partir de janvier 2030.

Par ailleurs, en décembre 2021, l’Autorité bancaire européenne (ABE) a publié le projet de norme technique de réglementation (NTR) pour la classification des (grandes) entreprises d’investissement en tant qu’établissements de crédit. Ainsi, si différents critères sont remplis, les entreprises d’investissement peuvent être qualifiées d’établissements de crédit. La transposition de ce projet en droit contraignant est toujours en cours.

La Société suit et observe également toutes les innovations réglementaires relatives aux risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), qui jouent un rôle de plus en plus important dans un grand nombre de projets réglementaires. Non seulement les changements dus à la réglementation ESG affectent un grand nombre de processus existants, tels que la gouvernance des produits, le conseil en investissement et les obligations d’information, mais ils créent également des risques supplémentaires dans les catégories de risque existantes telles que les risques financiers, d’atteinte à la réputation et opérationnels.

Par ailleurs, le règlement européen DORA (Digital Operational Resilience Act), qui est entré en vigueur en janvier 2023 et dont la date limite de mise en œuvre est fixée à janvier 2025, définit les exigences réglementaires relatives à la résilience opérationnelle des sociétés financières aux cyber-risques ainsi qu’aux risques liés aux technologies de l’information et de la communication.

Dans un courrier en date du 28 février 2025, la Société a été classée par la BaFin comme établissement potentiellement systémique au sens de l’article 4 de la loi allemande sur les établissements d’investissement (WpIG) en lien avec l’article 12, phrase 2, point n° 3 de la loi bancaire allemande. Par conséquent, la Société a pris en compte les conséquences juridiques associées à la classification en tant qu’établissement important au sens de l’article 4 de la WpIG en lien avec l’article 1 (3c), phrase 2, point n° 2 de la KWG et ne peut plus être appliquée aux exigences simplifiées en matière de planification de restructuration en vertu de la loi sur la restructuration et la résolution (SAG).

Continuité de l’exploitation

Les activités de l’Établissement et les facteurs susceptibles d’avoir un impact sur son développement, sa performance et sa position futurs sont précisés dans le présent rapport. Ses objectifs, politiques et procédures en matière de gestion des risques et son exposition aux risques de crédit, de marché et de liquidité, ses procédures de gestion des actifs et les ressources en capital disponibles sont également décrits dans le présent rapport.

Le Conseil d’administration s’attend à ce que l’Établissement puisse poursuivre ses activités dans un avenir proche. Les états financiers ont donc été établis selon le principe de la continuité de l’exploitation.

Bilan au 31 mars 2025

Actif	Mars 2025			Mars 2024
	EUR	EUR	EUR	EUR
Réserve de trésorerie			56 629	56 816
a) Trésorerie		5 757		5 944
b) Avoirs auprès des banques centrales		50 872		50 872
dont auprès de la Deutsche Bundesbank	50 872			50 872
Créances sur les banques			85 287 487	148 421 069
a) payables à vue		82 550 160		146 116 140
b) Autres créances		2 737 327		2 304 929
Créances sur la clientèle			1 130 236 363	1 799 417 966
dont garantis par des sûretés réelles			-	-

<i>prêts du secteur public</i>			-	-
Positions du portefeuille d'actifs à des fins de négociation			16 044 047 272	15 756 605 705
Placements			131 920	-
<i>dont : aux établissements de crédit</i>			-	-
<i>dont : aux établissements de services financiers</i>			131 920	-
Immobilisations corporelles			5 654 442	5 269 265
Autres actifs			490 190 547	423 096 434
Charges constatées d'avance			1 095 816	1 059 579
Total de l'actif			17 756 700 476	18 133 926 834

Passif et capitaux propres	Mars 2025		Mars 2024
	EUR	EUR	EUR
Dettes envers les établissements de crédit		239	37 135 604
a) payables à vue		239	37 135 604
b) Avec un terme ou un délai de préavis convenu	-	-	-
Dettes envers la clientèle		386 663 882	260 024 798
d) Autres passifs			
<i>dont payables à vue</i>	-	-	-
<i>avec un terme ou délai de préavis convenu</i>	386 663 882		260 024 798
Positions du portefeuille d'actifs à des fins de négociation		16 033 665 281	16 115 152 648
Autres passifs		329 132 748	726 774 721
Provisions		88 544 674	90 961 103
a) Provisions pour pensions et obligations similaires		23 497 563	24 385 146
b) Provisions fiscales		11 969 314	12 088 644
c) Autres provisions		53 077 797	54 487 313
Dettes subordonnées		185 000 000	185 000 000
Fonds pour risques bancaires généraux		27 601 572	19 442 572
<i>dont élément spécial conformément à l'article 340e (4) du HGB</i>		27 601 572	19 442 572
Actions			
a) Capital souscrit		50 000 000	50 000 000
b) Réserves de capital		490 000 000	490 000 000
c) Réserves sur bénéfices		159 435 387	686 334 510
d) Report à nouveau net		6 656 693	13 100 877
Total des capitaux propres		706 092 080	699 435 387
Total du passif et des capitaux propres		17 756 700 476	18 133 926 834
Passifs éventuels		4 520	7 655
Garanties		4 520	7 655
Autres obligations		720 866 380	245 062 331
Engagements de prêt irrévocables		720 866 380	245 062 331

Compte de résultat au titre de l'exercice courant du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025

	Avril 2024 - Mars 2025				2023 - 2024
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Produits d'intérêts sur					
a) opérations de crédit et sur le marché monétaire		954 031			920 492
b) Obligations et emprunts d'État		89 442 144			150 792 976
Total des produits d'intérêts			90 396 175		151 713 467
Charges d'intérêts sur					
a) Obligations et emprunts d'État		123 782 614			165 642 429
Total des charges d'intérêts			123 782 614		165 642 429
Produits/charges d'intérêts nets				-33 386 439	-13 928 962
Produits de commissions				107 156 417	90 854 548
Résultat net des positions du portefeuille d'actifs à des fins de négociation				76 271 780	47 230 366
<i>Dont : Charges liées aux affectations à un poste spécial conformément à l'article 340e (4) du HGB</i>			8 159 000		5 247 818
Autres produits d'exploitation				41 093 885	50 509 386
Frais généraux et administratifs				171 436 546	148 870 974
a) Charges de personnel			119 518 410		95 352 351
aa) Salaires et traitements		97 388 631			79 341 556
bb) Charges sociales et charges de retraite et autres avantages		22 129 779			16 010 794
<i>dont :</i>					
<i>pour les retraites</i>	3 157 162				4 400 690

b) Autres frais administratifs			51 918 136		53 518 623
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles				1 758 452	784 329

Compte de résultat au titre de l'exercice courant du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025

	Avril 2024 - Mars 2025	2023 - 2024
	EUR	EUR
Résultat des activités ordinaires	17 940 645	25 010 035
Impôts sur les bénéfices	11 283 952	11 909 158
Autres impôts et taxes non comptabilisés en charges d'exploitation	-	-
Résultat net de l'exercice	6 656 693	13 100 877
Résultat reporté de l'exercice précédent	13 100 877	39 134 510
Dotations aux réserves sur bénéfices		
d) Aux autres réserves sur bénéfices	13 100 877	39 134 510
Report à nouveau net	6 656 693	13 100 877

Exercice courant du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025**Notes annexes aux états financiers****1. Fondement de l'établissement des états financiers**

Nomura Financial Products Europe GmbH, dont le siège social est situé à Francfort-sur-le-Main, est immatriculée au registre du commerce B du tribunal local de Francfort-sur-le-Main sous le numéro HRB 110223. Les états financiers au 31 mars 2025 ont été établis conformément aux dispositions du Code de commerce allemand (Handelsgesetzbuch, HGB), le RechKredV [« Verordnung über die Rechnungslegung der Kreditinstitute und Finanzdienstleistungen in stitute » : Directive comptable allemande] et de la GmbHG [« Gesetz betreffend die Gesellschaften mit beschränkter Haftung » : loi allemande sur les sociétés à responsabilité limitée].

2. Méthodes comptables

Les méthodes comptables n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Réserve de trésorerie

La réserve de trésorerie est comptabilisée à la valeur nominale.

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Les prêts, soldes créditeurs et autres créances sont valorisés au coût amorti diminué des dépréciations.

Titres de créances non cotés

Les obligations et autres titres obligataires qui ne sont pas détenus à des fins de négociation dans le cadre du portefeuille de liquidité sont valorisés individuellement au plus bas du coût amorti ou de la valeur de marché (le plus bas du coût ou du principe de marché).

Les obligations et autres titres obligataires détenus dans le portefeuille d'investissement et non détenus à des fins de négociation sont comptabilisés au coût amorti diminué des pertes de valeur si elles sont permanentes (baisse du coût modifiée ou principe de marché). Il s'agit d'un choix comptable que de comptabiliser des pertes de valeur si la dépréciation est temporaire.

La politique de l'Établissement consiste à comptabiliser les achats de titres de créance à la date de règlement. Par conséquent, les opérations sur titres de créance peuvent donner lieu à des détentions à la date de clôture en raison de la différence de temps de règlement entre l'achat et la vente.

2. Principes comptables (suite)**Positions du portefeuille d'actifs à des fins de négociation**

Tous les instruments financiers classés comme détenus à des fins de négociation, y compris les dérivés, les prêts, les titres de créance et les instruments de capitaux propres, sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat diminuée de la décote de risque conformément à l'article 340e, alinéa 3, du HGB. Lors de la première comptabilisation, l'Établissement classe ses actifs financiers en fonction de l'objectif pour lequel les instruments financiers ont été acquis et de leurs caractéristiques. Les instruments financiers du portefeuille d'actifs à des fins de négociation sont valorisés à leur juste valeur augmentée des intérêts différés.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur correspond au prix de marché. S'il n'existe pas de marché actifs sur lequel le prix de marché peut être déterminé, la juste valeur est déterminée à l'aide des méthodes de valorisation communément admises.

Les actifs à des fins de négociation sont généralement valorisés au cours acheteur (le plus bas) et les passifs à des fins de négociation au cours vendeur (le plus élevé). Toutefois, pour des raisons de commodité, les valorisations à des taux moyens sont également autorisées. Si la valorisation est effectuée à des taux moyens, un ajustement de la juste valeur entre l'offre et la demande est effectué pour les positions de trésorerie adossées importantes.

Les modèles de valorisation tiennent compte des conditions contractuelles, de la taille des positions, des prix des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des taux de dividendes, de la juste valeur, de la volatilité et d'autres paramètres statistiques pour les instruments concernés ou pour les instruments présentant des caractéristiques similaires. Ces modèles incluent également les ajustements relatifs au risque de crédit des contreparties et au risque de crédit propre de l'Établissement, les frais administratifs liés au service des flux de trésorerie futurs et les ajustements de liquidité de marché. Ces ajustements sont des éléments clés du processus de détermination de la juste valeur. La méthode de valorisation appliquée maximise le recours aux données de marché et minimise l'utilisation de données spécifiques à

l'Établissement non observables sur le marché.

Les modèles de valorisation et les hypothèses qui les sous-tendent influencent le montant et le calendrier de comptabilisation des profits et pertes latents. Le recours à différents modèles de valorisation ou à des hypothèses sous-jacentes peut conduire à des résultats différents. Les estimations de la juste valeur ou les paramètres de valorisation de l'Établissement impliquent une plus grande subjectivité s'ils manquent de données de marché transparentes.

2. Principes comptables (suite)

Pour les dérivés OTC détenus dans le portefeuille d'actifs à des fins de négociation, le risque de crédit de contrepartie est géré en tenant compte des ajustements de valeur de crédit (CVA), tandis que le risque de non-exécution de Nomura est couvert par la prise en compte des ajustements de valeur de la dette (DVA). En cas d'ajustement de la valorisation du financement (FVA), les coûts ou avantages de refinancement des dérivés non garantis et des dérivés partiellement garantis, qui ne sont couverts que par une couverture partielle ou que la couverture ne peut pas être utilisée à des fins de refinancement, sont comptabilisés à la juste valeur. Le FVA prend en compte le risque de financement du Groupe Nomura. Pour déterminer la juste valeur, les CVA, les DVA et les FVA reposent sur les données de marché observables disponibles (par exemple, les spreads des CDS). Le spread de crédit propre à NFPE est également utilisé pour les passifs du portefeuille d'actifs à des fins de négociation. Les variations de juste valeur du portefeuille d'actifs à des fins de négociation sont compensées et présentées dans le résultat net des opérations de négoce. Les ajustements de juste valeur dus à des variations de la solvabilité propre à NFPE figurent également au compte de résultat.

NFPE effectue une compensation entre les justes valeurs positives et négatives des instruments dérivés du portefeuille d'actifs à des fins de négociation et les paiements de marge associés (garanties en espèces) des instruments dérivés de gré à gré, tant avec des contreparties centrales qu'avec des contreparties non centrales. La compensation avec des contreparties non centrales peut être effectuée si un accord avec une annexe de soutien du crédit exécutoire (CSA) est en place, si des garanties en espèces sont échangées quotidiennement et qu'aucun risque de crédit ou de liquidité résiduel important ne subsiste. Dans un premier temps, la banque compense les justes valeurs positives des instruments financiers dérivés par des justes valeurs négatives. Dans un second temps, les paiements compensatoires reçus, dont les obligations de remboursement sont comptabilisées dans d'autres passifs, sont compensés avec les justes valeurs positives des instruments financiers dérivés. En outre, les paiements de titres assortis de demandes de remboursement comptabilisées dans d'autres actifs sont compensés avec les justes valeurs négatives des instruments financiers dérivés. Les montants résultant de la compensation des paiements de compensation avec la juste valeur de cette manière sont comptabilisés en actifs ou passifs à des fins de négociation sous la forme d'un montant net.

Certaines contreparties centrales proposent un modèle de règlement à la valeur de marché pour certains produits dérivés, dans le cadre duquel sont effectués des compensations journalières qui, à des fins juridiques, ne sont pas qualifiées de garanties mais donnent lieu au règlement de créances ou de dettes impayées. Ces rémunérations versées et perçues sont également présentées au bilan en diminution du poste à hauteur de ce montant.

Les opérations de pension du portefeuille d'actifs à des fins de négociation sont valorisées à leur juste valeur. Les créances et dettes auprès de la clientèle faisant l'objet d'accords de mise et de prise en pension et envers celle-ci sont comptabilisées en montant brut. Les titres empruntés ou prêtés à des tiers ne sont pas comptabilisés comme des ajouts ou des cessions au bilan de NFPE, car il n'y a pas de transfert de propriété effective.

Les instruments financiers fondés sur les intérêts qui ne sont pas détenus dans le portefeuille d'actifs à des fins de négociation sont vérifiés chaque année de manière cumulative à l'aide d'une approche fondée sur la valeur actualisée nette des passifs excédentaires. Cette valorisation en application de l'IDW AcP BFA 3 n'indiquant pas de nécessité de constituer des provisions au titre d'éventuelles pertes.

2. Principes comptables (suite)

Décote pour risque

La décote pour risque des instruments financiers détenus à des fins de négociation valorisés à la juste valeur est comptabilisée à chaque date d'arrêt selon la méthode interne de la valeur en risque (VaR) utilisée pour la gestion interne des risques.

Le calcul repose sur

- un niveau de confiance de 99 % ;
- une période de détention de 10 jours et
- une période d'observation minimale d'un an.

Les ajustements sont comptabilisés au compte de résultat comme une réduction du bénéfice de négociation et comme un montant unique dans un élément de compensation pour le montant plus élevé des actifs ou passifs à des fins de négociation.

Placements

Les placements sont comptabilisés au coût amorti. En cas de dépréciations durables attendues, un amortissement non planifié est comptabilisé. Si les raisons ayant conduit à l'amortissement n'existent plus, une dépréciation est constituée à concurrence du montant du coût d'acquisition.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles destinées à être utilisées sont valorisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements prévus. Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité estimée, généralement selon les tableaux d'amortissement publiés par l'administration fiscale. Les actifs de faible valeur dont la valeur nette individuelle ne dépasse pas 800 euros sont amortis en totalité l'année d'acquisition.

Des provisions spécifiques pour créances douteuses sont constatées s'il existe des indices de dépréciation de l'actif. La perte de valeur d'un actif donné correspond à la différence entre la valeur comptable d'un actif et le montant le plus faible entre son coût de remplacement ou sa valeur de marché. Si la différence est considérée comme permanente, la perte de valeur est comptabilisée en résultat.

Les immobilisations incorporelles acquises sont valorisées au coût amorti diminué des amortissements prévus. Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité prévue jusqu'à leur valeur résiduelle estimée.

2. Principes comptables (suite)

Autres actifs

Les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les passifs sont comptabilisés à leur valeur de règlement augmentée des intérêts courus et ne sont décomptabilisés que s'ils sont remboursés, c'est-à-dire lorsque les obligations prévues contractuellement ont été éteintes, annulées ou ont expiré.

Autres passifs

Les autres dettes sont comptabilisées à leur valeur de règlement.

Provisions

Les provisions ne sont comptabilisées que si elles répondent à l'ensemble des critères suivants :

- Il existe une obligation existante ou probable à l'égard de tiers
- L'obligation repose sur des dispositions légales ou contractuelles
- La sortie de trésorerie de l'obligation est prévisible (c'est-à-dire raisonnablement certaine)
- La sortie de trésorerie ne peut pas être comptabilisée comme un actif
- La comptabilisation d'une provision n'est pas interdite

Les moins-values latentes sur les éléments dérivés financiers du portefeuille hors négociation sont comptabilisées en autres provisions.

Passifs subordonnés

Les passifs subordonnés sont comptabilisés à leur valeur de règlement. Les intérêts courus sont présentés au passif de la clientèle.

2. Principes comptables (suite)

Actions

Les capitaux propres sont valorisés à leur valeur nominale.

Autres

Les crédits de vente intragroupe et les parts de bénéfices provenant de transactions avec des clients de NFPE sont comptabilisés en tant que produits de transaction. Les produits liés aux activités de banque d'investissement de NFPE et aux activités de négociation de NFPE avec les clients du Groupe Nomura sont comptabilisés en produits de commissions.

Fonds pour risques bancaires généraux

Une allocation conformément à l'article 340e (4) du HGB a été requise au cours de l'exercice considéré. Celle-ci a été réalisée au détriment du résultat net des positions du portefeuille d'actifs à des fins de négociation et vient augmenter le poste fonds pour risque bancaire général.

Passifs éventuels/engagements de prêt irrévocables

Les passifs éventuels hors bilan et les engagements de prêt irrévocables sont présentés à leur valeur nominale. Les engagements irrévocables sont essentiellement des opérations de prise en pension nouvellement conclues à la date d'arrêt des comptes, dont la date de début est postérieure à la date d'arrêt des comptes.

Devises étrangères

Toutes les opérations en devises sont initialement valorisées en euros au cours de change réel à la date de la transaction, le poste de produits ou de charges étant comptabilisé soit au cours réel, soit au cours moyen.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont ensuite à nouveau valorisées aux taux historiques, tandis que les autres éléments sont à nouveau valorisés au taux moyen de clôture du marché en vigueur à la date de clôture.

Les instruments financiers détenus à des fins de négociation qui sont valorisés à la juste valeur sont à nouveau valorisés au taux moyen actuel de clôture du marché.

Les gains et pertes de change résultant de la nouvelle valorisation des soldes hors négociation au cours moyen au comptant sont comptabilisés séparément dans les autres produits ou autres charges. En raison des processus de gestion des positions de change utilisés, le portefeuille hors négociation bénéficie d'une couverture spéciale conformément à l'article 340 h du Code de commerce allemand (HGB).

3. Conversion des devises étrangères

Les montants en devises étrangères sont convertis conformément aux dispositions de l'article 256a du HGB. Les actifs et passifs ainsi que les produits et charges libellés en devises sont convertis à la date de clôture aux taux de change utilisés par le Groupe. Les gains et pertes qui en résultent figurent au compte de résultat. Actifs et passifs libellés en devises :

	31 mars 2025	31 mars 2024
	En k €	En k €
- Actif	5 460 998	5 960 797
- Passif	4 325 437	4 791 333

4. Profil de maturité

	31 mars 2025 En k €	31 mars 2024 En k €
Créances sur les établissements de crédit		
- payables à vue	82 550	146 116
- jusqu'à 3 mois	2 737	2 305
- plus de 3 mois jusqu'à 1 an	-	-
Créances sur la clientèle		
- payables à vue	1 097 342	1 768 909
- jusqu'à 3 mois	32 894	30 509
- plus de 3 mois jusqu'à 1 an		-
- entre 1 an et 5 ans		-
- plus de 5 ans		-

4. Profil de maturité (suite)

	31 mars 2025 En k €	31 mars 2024 En k €
Dettes envers les établissements de crédit		
- payables à vue	0	37 136
- jusqu'à 3 mois	-	-
- plus de 3 mois jusqu'à 1 an	-	-
Dettes envers les clients avec un terme ou un délai de préavis convenu		
- payables à vue	-	2 778
- jusqu'à 3 mois	150 797	21 077
- plus de 3 mois jusqu'à 1 an	235 867	236 169
- entre 1 an et 5 ans	-	-
- plus de 5 ans	-	-

5. Relations avec d'autres sociétés du Groupe Nomura

	31 mars 2025 En k €	31 mars 2024 En k €
- Créances sur les banques	-	-
- Créances sur la clientèle	1 121 160	1 798 893
- Autres actifs	18 684	133 041
- Dettes envers la clientèle	382 744	249 336
- Autres passifs	131 701	568 881
- Passifs subordonnés	185 000	185 000

NFPE détient des prêts et des dépôts auprès d'entités du Groupe Nomura. Il s'agit principalement des soldes de prises en pension auprès de Nomura International plc, London (NIP) pour un montant de 963 814 k € (exercice précédent : 758 548 k €) et auprès de Nomura Securities International Inc (NSI) pour un montant de 133 847 k € (exercice précédent : 1 011 281 k €) dans le cadre de la gestion du pool de liquidité.

Les montants des opérations de prise en pension auprès de Nomura International plc, Londres (NIP), concernent les activités de trésorerie et de négociation et constituent des « Organkredite » (prêts intragroupes ou prêts aux administrateurs). Les contrôles de conformité du marché effectués au titre de ces transactions n'ont pas donné lieu à des indications de conditions non conformes au marché.

NFPE a des dettes envers des sociétés du groupe à Singapour, au Royaume-Uni et au Japon, qui sont comptabilisées dans les dettes envers la clientèle et autres dettes. Cela comprend principalement des emprunts non garantis auprès de Nomura International Funding PTE Ltd. pour un montant de 236 408 k € (exercice précédent : 0 k €) et de NIP pour un montant de 138 859 k € (exercice précédent : 0 k €). L'emprunt auprès de Nomura Europe Finance N.V. (NEF) d'un montant de 239 210 k € au cours de l'exercice précédent n'existe plus. Par ailleurs, il existe une garantie en espèces pour un montant de 63 142 k € (exercice précédent : 173 769 k €) fournie par NFPS, basée à Tokyo, et une autre de 61 137 k € (exercice précédent : 388 095 k €), qui a été reçue de NIP, basée à Londres.

6. Créances sur les banques

Le solde des créances sur les établissements de crédit est principalement composé de soldes sur comptes nostro à hauteur de 82 550 k € (exercice précédent : 146 116 k €).

7. Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle résultent principalement d'opérations de prise en pension intra-groupe pour un montant de à hauteur de 1 097 662 k € (exercice précédent : 1 769 896 k €).

8. Positions du portefeuille d'actifs à des fins de négociation

Le portefeuille d'actifs à des fins de négociation au 31 mars 2025 est principalement attribuable aux activités de négociation de la division Global Market dans le cadre des contrats de dérivés et accords de rachat (prises et mises en pension) avec des clients de l'UE et aux transactions liées pour le transfert des risques de marché avec des sociétés du Groupe Nomura. Le risque de marché est transféré aux sociétés du Groupe Nomura à la lumière d'opérations sur titres adossés. Par conséquent, les activités de négociation ne contribuent pas de manière significative au résultat de NFPE. NFPE génère principalement des revenus à partir de crédits de vente de la division Global Market. Les positions sur obligations au comptant à la fin de l'exercice résultent de différences temporelles dans le règlement de titres qui ont été achetés peu avant la date de clôture et revendus simultanément.

Les instruments financiers du portefeuille d'actifs à des fins de négociation se décomposent comme suit :

	<u>Mars 2025</u>		<u>Mars 2024</u>	
	<u>Actifs à des fins de négociation</u> En k €	<u>Passifs à des fins de négociation</u> En k €	<u>Actifs à des fins de négociation</u> En k €	<u>Passifs à des fins de négociation</u> En k €
Instruments financiers dérivés	718 240	633 256	521 817	766 545
Prises/mises en pension	15 302 391	15 252 688	15 225 754	15 216 230
Positions obligataires au comptant	19 338	415	9 229	130 808
Autres actifs/passifs	4 872	147 306	716	1 570
Décote pour risque	-794	-	-910	-
	16 044 047	16 033 665	15 756 606	16 115 153

8. Portefeuille d'actifs à des fins de négociation (suite)

Ventilation de l'échéance résiduelle des instruments financiers par produit à fin mars 2025 :

	<u>Produits dérivés</u> <u>Actif</u> En k €	<u>Instruments dérivés passifs</u> En k €	<u>Valeur nominale</u> En k €
Swaps d'intérêts arrivant à échéance			
- à moins d'un an	193 900	324 692	1 860 564 319
- à plus d'un an jusqu'à cinq ans	696 428	656 775	1 255 272 484
- à plus de cinq ans	3 164 055	2 003 243	633 900 213
Produits de change arrivant à échéance			
- à moins d'un an	340 965	366 971	24 288 083
- à plus d'un an jusqu'à cinq ans	49 221	59 834	3 183 940
- à plus de cinq ans	24 739	43 396	657 299
Swaps de défaut de crédit et autres instruments arrivant à échéance			
- à moins d'un an	104 264	104 266	116 572
- à plus d'un an jusqu'à cinq ans	2 819	3 328	614 119
- à plus de cinq ans	12 220	12 334	315 416
Dérivés sur actions et autres options à échéance			
- à moins d'un an	276	276	270 893
- à plus d'un an jusqu'à cinq ans	179 052	173 647	1 483 522
- à plus de cinq ans	9 135	1 688	623 311
Total	4 777 074	3 750 450	3 781 290 172
Compensation bilatérale et marge de variation	-4 058 834	-3 117 194	-
	718 240	633 256	3 781 290 172

Ventilation des échéances des instruments financiers par produit à fin mars 2024 :

	<u>Produits dérivés</u> <u>Actif</u> En k €	<u>Instruments dérivés passifs</u> En k €	<u>Valeur nominale</u> En k €
Swaps d'intérêts arrivant à échéance			
- à moins d'un an	2 502 531	1 697 561	1 057 724 652
- à plus d'un an jusqu'à cinq ans	4 392 280	4 017 967	748 457 380
- à plus de cinq ans	15 505 151	15 150 984	533 792 172
Produits de change arrivant à échéance			
- à moins d'un an	494 851	496 373	96 183 239
- à plus d'un an jusqu'à cinq ans	63 814	65 485	2 859 343
- à plus de cinq ans	85 369	87 522	2 578 685
Swaps de défaut de crédit et autres instruments arrivant à échéance			
- à moins d'un an	269 755	269 755	24 678
- à plus d'un an jusqu'à cinq ans	60 905	61 434	563 413
- à plus de cinq ans	45 648	45 677	222 568
Dérivés sur actions et autres options à échéance			
- à moins d'un an	104 234	104 234	3 647 529
- à plus d'un an jusqu'à cinq ans	223	223	252 290
- à plus de cinq ans	-	-	-
Total	23 524 761	21 997 215	2 446 305 949
Compensation bilatérale et marge de variation	-23 002 944	-21 230 670	-
	521 817	766 545	2 446 305 949

9. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont utilisées par le siège et ses succursales.

	<u>Secteur de la construction</u>	<u>Mobilier, agencements et matériel de bureau</u>	<u>Total</u>
	En k €	En k €	En k €
Coût d'acquisition et de production			
au 1 ^{er} avril 2024	1 480	7 605	9 085
Ajouts	223	1 898	2 121
Cessions	-	44	44
Reclassements	-1 703	1 703	0
au 31 mars 2025	0	11 162	11 162
Amortissements			
au 1 ^{er} avril 2024	-	3 815	3 815
Ajouts	-	1 751	1 751
Cessions	-	58	58
Reclassements	-	-	-
au 31 mars 2025	-	5 508	5 508
Valeurs comptables			
au 31 mars 2024	1 480	3 789	5 269
au 31 mars 2025	0	5 654	5 654

10. Autres actifs

Parmi les autres actifs figurent principalement des garanties en espèces payées qui ne sont pas adaptées à la compensation avec la valeur de marché négative des positions de négociation pour un montant de 451 721 k € (exercice précédent : 385 266 k €) ainsi que des acomptes d'impôts pour un montant de 12 181 k € (exercice précédent : 15 714 k €).

11. Dettes envers les établissements de crédit / dettes subordonnées

Au cours de l'exercice précédent, les dettes envers les établissements de crédit résultent de soldes négatifs sur les comptes nostro pour un montant de 37 136 k €.

Les passifs subordonnés sont constitués exclusivement d'un prêt de 185 000 k € levé auprès de l'actionnaire NEHS au cours de l'exercice 2021/22, pour lequel un statut subordonné par rapport aux passifs de première classe et un statut de rang égal avec les autres passifs subordonnés a été convenu au moyen d'un contrat. Le prêt a une durée résiduelle de à plus de cinq ans et peut être remboursé par anticipation par l'emprunteur sous certaines conditions. À la lumière des taux d'intérêt convenus (EURIBOR 3 mois + 205 pb), les charges d'intérêts s'élèvent à 10 273 k € (exercice précédent : 10 398 k €) au cours de l'exercice.

12. Dettes envers la clientèle / autres dettes

Les dettes envers la clientèle comprennent principalement des prêts intragroupe à hauteur de 375 819 k € (exercice précédent : 239 885 k €).

Les autres passifs comprennent principalement des garanties en espèces reçues à hauteur de 311 644 k € (exercice précédent : 712 335 k €) ainsi que des obligations de paiement à court terme envers les fournisseurs et des dettes fiscales de 17 489 k € (exercice précédent : 14 439 k €).

13. Provisions pour pensions et obligations similaires

Les engagements de retraite ont été valorisés selon des principes actuariels en utilisant la méthode des unités de crédit projetées (méthode PUC). Le montant de la provision tient compte d'hypothèses fondées sur l'évolution des droits à prestations futurs et des augmentations de pension ainsi que des probabilités de rotation. Les hypothèses retenues pour la valorisation sont les suivantes :

Pour les engagements de retraite découlant du siège social en Allemagne :

	Hypothèses
Taux d'intérêt actuariel par an	1,94 % par an
Évolution des salaires par an	1,00 % par an
Augmentation du seuil de revenu par an	3,00 % par an
Augmentation des retraites par an	2,30 % par an

Tables de mortalité utilisées : Tables de mortalité Heubeck (2018 G)

Les probabilités de roulement fondées sur l'âge et le sexe ont été utilisées pour tenir compte du roulement des employés.

La différence conformément à l'article 253 (6) du Code de commerce allemand (HGB), en appliquant un taux d'intérêt moyen de 2,01 % sur 7 ans, s'élève à -335 k €.

Pour les engagements de retraite découlant de la succursale en Suisse :

	Hypothèses
Taux d'intérêt actuariel par an	1,94 % par an
Évolution des salaires par an	2,30 % par an

La différence conformément à l'article 253 (6) du Code de commerce allemand (HGB), en appliquant un taux d'intérêt moyen de 2,01 % sur 7 ans, s'élève à -66 k €. Les principes démographiques de la loi fédérale suisse de 2020 sur la prévoyance professionnelle ont été appliqués pour tenir compte des fluctuations et de la probabilité de décès et d'invalidité.

14. Autres provisions

Les autres provisions de 53 078 k € (exercice précédent : 54 487 k €) se composent principalement de provisions pour primes impayées de 20 291 k € (exercice précédent : 24 800 k €), des provisions pour services et fournitures de 15 650 k € (exercice précédent : 18 662 k €), des taxes de 1 148 k € (exercice précédent : 7 028 k €), des frais de licenciement de 2 165 k € (exercice précédent : 2 417 k €) et des frais d'audit des états financiers annuels de 1 012 k € (exercice précédent : 1 581 k €).

15. Actions

NEHS détient 47 541 970 actions assorties de droits égaux et NIP 2 458 030 actions assorties de droits égaux dans le capital social de l'Établissement, qui a la forme juridique d'une société à responsabilité limitée allemande [« Gesellschaft mit beschränkter Haftung » : GmbH]. Son capital social de 50 000 000 euros est divisé en 50 000 000 actions.

	<u>2024/2025</u> <u>Capital souscrit</u> En k €	<u>2023/2024</u> <u>Capital souscrit</u> En k €
Au 1 ^{er} avril	50 000	50 000
Émis au cours de l'exercice :	-	-
Au 31 mars	50 000	50 000

16. Produits/charges d'intérêts nets

Le résultat d'intérêts de l'Établissement concerne principalement les intérêts sur les emprunts et les garanties en espèces pour les dérivés. L'Établissement dispose d'une gamme d'actifs et de passifs financiers portant intérêt négatif. Les intérêts négatifs sur les actifs financiers sont comptabilisés séparément en produits d'intérêts et les intérêts négatifs sur les passifs financiers sont comptabilisés séparément en charges d'intérêts.

	<u>2024/2025</u> En k €	<u>2023/2024</u> En k €
Intérêts sur prêts intragroupe	-27 363	-35 946
Intérêts sur les dépôts à la Deutsche Bundesbank	-	-
Intérêts sur les garanties fournies aux contreparties centrales dans le cadre d'opérations sur produits dérivés	-54 946	-49 824
Intérêts sur dépôts du marché monétaire	417	427
Intérêts sur créances nées d'opérations de prise en pension	48 506	71 414
Total	-33 386	-13 929

17. Produits de commissions

Les produits de commissions se composent de la part des revenus de la banque d'investissement du Groupe Nomura pour un montant de 69 126 k € (exercice précédent : 57 233 k €) et les produits des activités de vente de la division Global Market ayant conduit à la conclusion d'affaires avec d'autres sociétés du Groupe Nomura pour un montant de 38 030 k € (exercice précédent : 33 621 k €). Le produit des commissions des divisions Global Market et Banque d'investissement est calculé à l'aide des accords mondiaux de prix de transfert du Groupe Nomura.

18. Résultat net des positions du portefeuille d'actifs à des fins de négociation

Le résultat net des positions du portefeuille d'actifs à des fins de négociation comprend les produits de commissions des activités de négociation avec la clientèle et les gains et pertes des opérations de gestion des risques de CVA/FVA. Ce poste comprend également la décote de VaR et l'affectation au poste spécial par le biais du compte de résultat conformément à l'article 340e (4) du HGB. Au cours de l'exercice, un résultat de négociation de 8 159 k € (exercice précédent : 5 248 k €) a été affecté au fonds pour risques bancaires généraux afin d'atteindre 50 % de la moyenne des cinq derniers rendements nets annuels du portefeuille d'actifs à des fins de négociation. Sont également inclus dans le résultat net des positions du portefeuille d'actifs à des fins de négociation la comptabilisation et la reprise des provisions au bilan pour risques de CVA/DVA.

19. Autres produits d'exploitation

Ici, les remboursements de frais, y compris les frais de financement, sont principalement reportés pour un montant de 41 094 k € (exercice précédent : 34 610 k €) dans le cadre d'accords de rétrocession avec NIP et d'autres sociétés affiliées.

20. Frais généraux et administratifs

Les charges de personnel se composent principalement de salaires et traitements pour un montant de 97 389 k € (exercice précédent : 79 342 k €) pour les salariés employés au siège et dans les succursales, ainsi que des charges sociales et de retraite pour 22 130 k € (exercice précédent : 16 011 k €). Parmi les autres frais administratifs de 51 918 k € (exercice précédent : 53 519 k €) figurent principalement les honoraires dus à un accord de niveau de service avec NIP et d'autres accords, les frais de conseil, les loyers et les coûts techniques.

21. Impôts sur les bénéfices

	<u>Exercice 2024/2025</u> En k €	<u>Exercice 2023/2024</u> En k €
Impôt sur les sociétés	7 937	8 568
Taxe professionnelle	3 184	3 184
Surtaxe de solidarité	163	157
Total	11 284	11 909

Pour aucun des pays d'implantation de la Société, une quelconque charge fiscale minimale n'a été engagée au cours de l'exercice écoulé. La Société ne prévoit pas non plus de dépenses au titre de l'impôt minimum au cours des années suivantes.

22. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés au 31 mars 2025 se composent comme suit :

	Exercice 2024/2025 En k €	Exercice 2023/2024 En k €
Services d'audit	1 362	1 357
Services liés à l'audit	201	167
Services de conseil fiscal	-	-
Autres services	-	-

23. Affectation du résultat

Il est proposé que le report à nouveau de l'exercice 2024/2025 soit transféré en totalité en réserves sur bénéfices.

Aucun acompte sur dividende n'a été versé et le Conseil d'administration ne recommande pas le versement d'un dividende final au titre de l'exercice clos le 31 mars 2025.

24. Salariés, Conseil d'administration et Conseil de surveillance

L'effectif moyen s'élève à 287 salariés (exercice précédent : 258). Le nombre de salariés à la clôture de l'exercice était de 287 (exercice précédent : 283), travaillant dans les domaines suivants :

	Exercice au 31 mars 2025	Exercice au 31 mars 2024
Banque d'investissement	94	83
Global Market	74	85
Administration	119	115
Total	287	283

24. Salariés, Conseil d'administration et Conseil de surveillance (SUITE)

Au cours de l'exercice et lors de l'établissement des comptes, le Conseil d'administration était composé des personnes suivantes :

Nom	Fonction	Autres activités
Shogo Ohira	Président-Directeur Général	Superviseur de Chado Urasenke Tankokai Frankfurt Association
Christoph Heins	Directeur financier et administratif et Directeur général délégué	Membre du Conseil de surveillance : Nomura Asset Management Europe KVG mbH (depuis le 16/09/2024)
John Gousias	Directeur du trading	-
Markus Möbius	Directeur de la gestion des risques	Administrateur non dirigeant : Nomura Reinsurance ICC Limited Nomura Reinsurance 1 IC Limited Nomura Reinsurance 5 IC Limited US CB Reinsurance 1 IC Limited Nomura Alternative Investment Management France S.A.S.
Martin Sura	Directeur de la conformité	-

Les rémunérations versées aux membres du Conseil d'administration de la Société se sont élevées à 2 398 k € au cours de l'exercice (exercice précédent : 3 045 k €). Un total de 8 k € a été repris au titre des engagements de retraite sur la période (exercice précédent : reprise de 64 k €).

Aucun des autres employés de NFPE n'a exercé de fonctions au sein d'un conseil de surveillance dans une autre entreprise au cours de la période considérée.

24. Salariés, Conseil d'administration et Conseil de surveillance (suite)

Au cours de l'exercice et lors de l'établissement des états financiers annuels, le Conseil de surveillance était composé des personnes suivantes :

Conseil de surveillance	Autres activités	Fonction
Jonathan Lewis (Président) (à partir du 08/11/2024) Fonction : Membre du Conseil d'administration	Instinet Europe Limited Instinet International Limited NIH 1 (Guernsey) Limited Nomura Reinsurance 5 IC Limited Nomura Reinsurance 1 IC Limited Nomura Reinsurance ICC Limited US CB Reinsurance 1 IC Limited The Outward Bound Trust Craven Arms Development Ltd (depuis le 11/03/2025) Lewis Estates (Wolverhampton) Ltd (depuis le 13/12/2024)	Président Président Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Président
Paul Spanswick (Président) (jusqu'au 01/11/2024) Fonction : Membre du Conseil d'administration	Instinet Europe Limited Instinet International Limited NIH 1 (Guernsey) Limited Nomura Reinsurance 5 IC Limited Nomura Reinsurance 1 IC Limited Nomura Reinsurance ICC Limited	Président Administrateur non dirigeant Administrateur Administrateur non dirigeant Administrateur non dirigeant Administrateur non dirigeant

Maître Gabriele Apfelmacher Fonction : Avocat Neeta Atkar Fonction : Membre du Conseil d'administration Christopher Barlow (depuis le 18/02/2025) Fonction : Membre du Conseil d'administration Masato Kohno Fonction : Membre du Conseil d'administration John Tierney (jusqu'au 04/12/2024) Fonction : Membre du Conseil d'administration	US CB Reinsurance I IC Limited Teenage Cancer Trust The Teenage Trust (Trading) Limited Groupe Levrara MPCE Limited AI Global Investments (UK) PCC Ltd Triple Private Equity Ltd Kroll Bond Rating Agency Europe Limited Nomura Europe Holdings plc Nomura Bank International plc Quilter plc British Business Bank (jusqu'au 30/06/2025) Nomura International plc Nomura Asset Management U.K. Ltd. Nomura Asset Management Co., Ltd. The Nomura Trust and Banking Co., Ltd. Nomura Institute of Capital Markets Research Nomura Properties, Inc., Nomura Asia Pacific Holdings Co., Ltd Nomura Asia Investment (Singapore) Pte. Ltd. (jusqu'au 31/12/2024) Nomura Bank International PLC Nomura Europe Holdings PLC Nomura International PLC Nomura Bank Luxembourg S.A. Nomura Asset Management U.K. Ltd.	Administrateur non dirigeant Président Administrateur Président / Actionnaire Administrateur/Actionnaire Administrateur non dirigeant Membre du Comité consultatif Administrateur non dirigeant Administrateur non dirigeant Administrateur non dirigeant Administrateur non dirigeant Administrateur non dirigeant Administrateur non dirigeant Administrateur non dirigeant Administrateur non dirigeant Administrateur non dirigeant Administrateur non dirigeant Administrateur non dirigeant Administrateur représentant Administrateur Administrateur, Directeur général Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur
---	--	--

Les rémunérations à verser aux membres du Conseil de surveillance de la Société au titre de leur activité se sont élevées à 101 k € TTC au cours de l'exercice (exercice précédent: 98 k €). Aucun engagement de retraite n'a été pris au bénéfice des membres du Conseil de surveillance.

25. Événements postérieurs

Aucun autre événement significatif susceptible d'avoir une incidence sur les actifs, les passifs, la performance financière et la situation financière de l'Établissement n'est survenu après la clôture de l'exercice.

26. Relations intragroupe

La société mère ultime et la partie contrôlante qui contrôle le plus grand groupe de sociétés pour lesquelles des états financiers consolidés sont préparés est NHI, qui est immatriculée au Japon. Un exemplaire des états financiers consolidés de Nomura Holdings, Inc. est disponible auprès du siège situé 13-1, Nihonbashi 1-Chome, Chuo-ku, Tokyo 103-8645, Japon.

La société mère qui contrôle le plus petit groupe de sociétés est NEHS, dont le siège social est situé 1 Angel Lane à Londres, EC4R 3AB, Royaume-Uni.

Francfort-sur-le-Main, le 16 juin 2025

Nomura Financial Products Europe GmbH

Le Conseil d'administration

Shogo Ohira
John Gousias
Martin Sura

Christoph Heins
Markus Moebius

Rapport du commissaire aux comptes

Adressé à Nomura Financial Products Europe GmbH

Avis

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de Nomura Financial Products Europe GmbH, située à Francfort-sur-le-Main (qui, avec ses succursales dépendantes, forme le Groupe tel que défini dans la norme ISA [DE] 600 (révisée)), qui comprennent le bilan au 31 mars 2025 et le compte de résultat au titre de l'exercice courant du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025 (exercice 2024/2025) et les notes annexes aux états financiers, y compris les méthodes de comptabilisation et de valorisation qui y sont présentées. En outre, nous avons effectué l'audit du rapport de gestion de Nomura Financial Products Europe GmbH au titre de l'exercice courant du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025.

Selon nous, à la lumière des connaissances acquises dans le cadre de l'audit,

➤ les états financiers annuels ci-joints sont conformes, à tous égards importants, aux exigences du droit commercial allemand applicable aux établissements et donnent une image fidèle et sincère de l'actif, du passif et de la situation financière de l'Établissement au 31 mars 2025 ainsi que de ses résultats financiers au titre de l'exercice courant du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025 conformément aux principes comptables allemands légalement requis, et

➤ le rapport de gestion ci-joint dans son ensemble donne une image fidèle de la situation de l'Établissement. À tous égards importants, le présent rapport de gestion est cohérent avec les états financiers annuels, conforme aux exigences légales allemandes et présente de manière appropriée les opportunités et les risques de développement futur.

Conformément à l'article 322 (3) Phrase 1 du HGB [« Handelsgesetzbuch » : Code de commerce allemand], nous déclarons que notre audit n'a pas entraîné de réserves relatives à la conformité juridique des états financiers annuels et du rapport de gestion.

Fondement des avis

Nous avons effectué notre audit des états financiers annuels et du rapport de gestion conformément à l'article 317 du HGB et aux normes allemandes généralement acceptées pour l'audit des états financiers promulguées par l'Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces exigences et principes sont décrites plus en détail dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels et du rapport de gestion » de notre rapport d'audit. Nous sommes indépendants de l'Établissement conformément aux exigences du droit commercial et professionnel allemand, et nous avons rempli nos autres responsabilités professionnelles allemandes conformément à ces exigences. Nous estimons que les éléments que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sur les états financiers annuels et sur le rapport de gestion.

Responsabilités des dirigeants mandataires sociaux et du Conseil de surveillance à l'égard des états financiers annuels et du rapport de gestion

Il incombe aux administrateurs exécutifs de préparer des états financiers annuels qui respectent, à tous égards importants, les exigences du droit commercial allemand applicable aux établissements, et qui donnent une image fidèle et sincère de l'actif, du passif, de la situation financière et des performances financières de l'Établissement conformément aux principes comptables allemands légalement requis. En outre, les administrateurs exécutifs sont responsables du contrôle interne qu'ils ont jugé nécessaire, conformément aux principes comptables allemands, pour permettre la préparation d'états financiers annuels exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes (c'est-à-dire de déclarations financières frauduleuses et de détournements d'actifs) ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe aux administrateurs exécutifs d'évaluer la capacité de l'Établissement à poursuivre son exploitation. Il leur appartient en outre de divulguer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation. Par ailleurs, ils sont chargés de l'information financière selon le principe de la continuité de l'exploitation, à condition qu'aucune circonstance réelle ou juridique ne contrevienne à celui-ci.

En outre, il revient aux administrateurs exécutifs de préparer un rapport de gestion qui, dans son ensemble, donne une image appropriée de la situation de l'Établissement et est, à tous égards importants, cohérent avec les états financiers annuels, conforme aux exigences légales allemandes et présente de manière appropriée les opportunités et les risques de développement futur. En outre, les administrateurs exécutifs sont responsables des dispositions et des mesures (systèmes) qu'ils ont jugées nécessaires pour permettre la préparation d'un rapport de gestion conforme aux exigences légales allemandes applicables, et pour être en mesure de présenter des preuves suffisantes et appropriées pour les assertions contenues dans le rapport de gestion.

Le Conseil de surveillance est chargé de surveiller le processus d'information financière de l'Établissement pour l'établissement des états financiers annuels et du rapport de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels et du rapport de gestion

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et que le rapport de gestion dans son ensemble donne une image appropriée de la situation de l'Établissement et, à tous égards importants, est cohérent avec les états financiers annuels et les connaissances acquises lors de l'audit, est conforme aux exigences légales allemandes et présente de manière appropriée les opportunités et les risques de développement futur, ainsi que d'émettre un rapport d'audit qui inclut nos opinions sur les états financiers annuels et sur le rapport de gestion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément à l'article 317 du HGB et aux normes allemandes généralement acceptées pour l'audit des états financiers promulguées par l'Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW) détectera toujours une anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels et du présent rapport de gestion prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de notre audit. En outre, nous :

- Identifions et évaluons les risques que les états financiers annuels et le rapport de gestion comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder nos opinions. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit des états financiers annuels et des dispositions et mesures pertinentes pour l'audit du rapport de gestion afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Établissement et de ces dispositions et mesures.
- Évaluons le caractère approprié des méthodes comptables utilisées par les administrateurs exécutifs et le caractère raisonnable des estimations faites par les administrateurs exécutifs et des informations fournies les concernant.
- Tirons des conclusions sur le caractère approprié de l'utilisation par les administrateurs exécutifs du principe comptable de continuité d'exploitation et, à la lumière des éléments probants recueillis, sur l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Établissement à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans le rapport du commissaire aux comptes, sur les informations y afférentes fournies dans les états financiers annuels et dans le rapport de gestion ou, si ces informations ne sont pas adéquates, de modifier nos opinions correspondantes. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des circonstances ou événements futur(e)s pourraient amener l'Établissement à mettre fin à ses activités.
- Évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers annuels, y compris les informations à fournir, et déterminons si les états financiers annuels présentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle que les états financiers annuels donnent une image fidèle et sincère de l'actif, du passif, de la situation financière et des performances financières de l'Établissement conformément aux principes comptables allemands légalement requis.
- Planifions et réalisons l'audit comme nous le ferions pour un audit de groupe tel que défini dans la Norme ISA [DE] 600 (révisée) afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des succursales dépendantes au sein du Groupe telles que définies dans la Norme ISA [DE] 600 (révisée) comme fondement pour formuler des opinions sur les états financiers annuels et sur le rapport de gestion. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de l'examen des travaux effectués dans le cadre de l'audit du groupe. Nous restons les seuls responsables de nos opinions d'audit.
- Apprécions la cohérence du rapport de gestion avec les états financiers annuels, sa conformité avec le droit [allemand] et la vision de la situation de l'Établissement qu'il fournit.
- Mettons en œuvre des procédures d'audit sur les informations prospectives présentées par les dirigeants effectifs dans le rapport de gestion. À la lumière d'éléments

probants suffisants et appropriés, nous évaluons, en particulier, les hypothèses importantes utilisées par les administrateurs exécutifs pour fonder les informations prospectives, et évaluons la manière dont les informations prospectives sont dérivées de ces hypothèses. Nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur les informations prospectives et sur les hypothèses utilisées. Il existe un risque important inévitable que les événements futurs diffèrent sensiblement des informations prospectives.

Nous communiquons aux personnes chargées de la gouvernance de l'entreprise, entre autres, l'étendue et le calendrier prévus de l'audit ainsi que les constatations importantes de l'audit, y compris toute lacune importante du contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Düsseldorf, le 18 juin 2025

EY GmbH & Co. KG
Société d'audit

Gundelach
Commissaire aux comptes

Ommerborn
Commissaire aux comptes

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la succursale.